

# **Les thèmes du Front National et l'agenda de la presse française (2006-2013)**

Alexandre Hobeika et Gaël Villeneuve

Doctorant en science politique à  
l'EHESS et membre de l'équipe ETT  
du Centre Maurice Halbwachs

Docteur en science politique (Université  
Paris 8) et chercheur au laboratoire  
Communication et Politique (CNRS)

This publication is part of the project series ‘Nurturing populism? The impact of the media on the growth of populist right-wing parties in Netherlands, France and Finland’, supported by the Jenny and Antti Wihuri Foundation and Stichting Democratie en Media.

# Table des matières

En quoi consiste ce texte ?	4
Le FN en France : éléments de contexte	4
La démarche du projet <i>Counterpoint</i>	4
Comment nous avons effectué cette enquête	7
L'islam dans les journaux, entre prescription par l'événement et imposition par les partis	9
Eléments de méthode	9
Evolution du nombre d'articles comportant le terme « islam » dans <i>Le Télégramme de Brest, Nice-Matin</i> et <i>Le Monde</i> entre 2006 et 2013	11
Evolution du nombre d'articles comportant le terme « musulman » dans <i>Le Télégramme de Brest, Nice-Matin</i> et <i>Le Monde</i> entre 2006 et 2013	12
Comment faut-il lire ces graphiques ?	13
Redeker, « caricatures », Mali : l'islamisme, adversaire désigné de la République	13
Les débats sur la laïcité et sur « l'identité nationale » : l'islam, objet électoral	16
Conclusion d'étape	18
Le chômage : entre agenda politique et catastrophes économiques	19
Eléments de méthode	21
Evolution du nombre d'articles comportant le terme « délocalisation » dans <i>Le Télégramme de Brest, Nice-Matin</i> et <i>Le Monde</i> entre 2006 et 2013	22
Evolution du nombre d'articles comportant le terme « licenciement » dans <i>Le Télégramme de Brest, Nice-Matin</i> et <i>Le Monde</i> entre 2006 et 2013	23
La mobilisation anti-CPE 18	24
Les campagnes présidentielles	25
Le « sommet pour l'emploi » : une fenêtre pour parler de la crise	25
Conclusion d'étape	28
Délinquance, Immigration : un décalque de l'agenda partisan	29
Eléments de méthode	29
Evolution du nombre d'articles comportant le terme « Rom » dans <i>Le Télégramme de Brest, Nice-Matin</i> et <i>Le Monde</i> entre 2006 et 2013	30
Evolution du nombre d'articles comportant le terme « insécurité » dans <i>Le Télégramme de Brest, Nice-Matin</i> et <i>Le Monde</i> entre 2006 et 2013	31
Faits-divers et presse quotidienne régionale	32
Le discours de Grenoble : soudain, on parle des Roms	33
La campagne présidentielle de 2007, l'insécurité comme parole populaire	36
La campagne présidentielle de 2012	38
Conclusion d'étape	42
Conclusion générale	43

## En quoi consiste ce texte ?

Ce texte est une version de notre étude relative à la présence des thèmes de l'extrême-droite dans plusieurs quotidiens français entre 2006 et 2013, dans le cadre du projet comparatif *Counterpoint*. Certaines de ses parties comportent sans doute des manques, des imprécisions. Nous faisons néanmoins circuler ces résultats en l'état afin de permettre des discussions susceptibles d'en améliorer les versions ultérieures.

## Le FN en France : éléments de contexte

Depuis la création officielle du Front National, le 5 octobre 1972, l'extrême-droite française dispose d'un moyen pour s'engager dans les compétitions électorales. Il est souvent considéré que l'activité de ses leaders a nettement contribué à la « lepnisation » du débat public, c'est-à-dire la légitimation de certains combats de l'extrême-droite dans les discours de leaders importants de droite, et de certains responsables politiques de gauche.

La présence des thématiques dont le Front National est historiquement le premier entrepreneur est considérable entre 2006 et 2013 dans les journaux que nous avons étudiés. Mais cette importance est surtout attribuée au fait que les principaux leaders de l'UMP, et au premier chef le président de la République M. Nicolas Sarkozy, ont mis ce discours à l'agenda au cours de leurs campagnes successives. On peut donc conclure, globalement, à une influence croissante du Front National sur l'agenda des partis politiques de ces vingt dernières années. Toutefois, **dans quelle mesure peut-on considérer que les idées de ce parti structurent l'agenda de l'espace public français ? Comment le comprendre, et dans quelle mesure la presse parvient-elle à maintenir une indépendance éditoriale par rapport aux prescriptions des partis ?**

## La démarche du projet Counterpoint

Cette question est d'abord celle de la porosité entre les états-majors des partis politiques et les salles de rédaction, au principe de la démarche d'*agenda-setting* développée par le projet coordonné par *Counterpoint*. Aussi notre recherche vise-t-elle à analyser **dans quelle mesure les médias d'information, et en particulier la presse écrite, participent de la légitimation des idées du**

**Front National.** Notre recherche est le volet français d'une enquête européenne centrée sur cette question, plus précisément du projet de recherche de l'organisation *Counterpoint*, sous-titré « Nurturing populism ? The impact of the media on the growth of populist right-wing parties in Netherlands, France and Finland ». Cette enquête, qui compare le traitement des thèmes d'extrême-droite dans plusieurs journaux français, hollandais et finlandais au cours des cinq dernières élections, accorde une importance particulière au rôle que les journalistes peuvent endosser – le plus souvent à leur insu – dans la banalisation de ce type de questionnements.

On constate en effet que le Front National enregistre des scores électoraux très importants, sans toutefois s'appuyer sur de larges réseaux militants. Une hypothèse possible pour l'expliquer amène à considérer le rôle des médias, la manière dont y sont définis les problèmes et la réalité sociale, qui contribuerait à faire apparaître le Front National comme le meilleur recours pour un certain nombre d'électeurs. Cette hypothèse s'appuie sur l'idée que la plupart des électeurs qui votent aujourd'hui pour les partis d'extrême-droite ne sont pas des militants de ce type de cause, mais qu'ils seraient plutôt des *Reluctant Radicals*, des citoyens peu engagés politiquement, votant pour des partis qui leur semblent répondre le mieux aux questions inscrites à l'agenda, à l'ordre du jour, par les organisations politiques. Suivant ce principe, les électeurs seraient d'autant plus enclins à ce type de vote que la presse, supposée offrir un diagnostic moins partisan que celui des candidats aux élections, fait de l'immigration, de l'islam et de l'insécurité des préoccupations de premier plan.

Pour observer la manière dont ce type de sujet fait l'objet de l'attention de la presse écrite, nous avons choisi d'interroger d'une part l'agenda du *Monde*, quotidien national plutôt catholique et élitiste, connu pour sa critique morale de la xénophobie et pour son engagement en faveur du projet européen. De l'autre, celui de *Nice-Matin*, le principal quotidien d'une des régions de France où le Front National est le plus fortement enraciné électoralement. Nous avons étudié enfin *Le Télégramme de Brest*, un quotidien paraissant au contraire dans une région historiquement ancrée à gauche. Nous avons comparé la manière dont ces journaux traitent les questions d'immigration, d'islam, d'insécurité et de chômage entre 2006 et 2013, tout d'abord de façon massivement quantitative, puis en étudiant certains détails de leur traitement.

Nous cherchons donc à étudier les interdépendances entre les thèses et rhétoriques de l'extrême-droite, les agendas des partis de gouvernement et les priorités éditoriales des journaux. Cependant, il est nécessaire de préciser ici que l'autre hypothèse du projet de *Counterpoint* – l'agressivité supposée des journaux vis-à-vis des responsables politiques, qui inciterait les lecteurs à voter pour des personnalités jamais élues – ne peut selon nous s'appliquer au cas français. En effet, pour des raisons tant culturelles qu'économiques, la France n'a pas de presse *Tabloïd* agressive, à la manière du *Sun* anglais ou du *Bildt* allemand. La presse écrite française fait globalement preuve de déférence vis-à-vis des élus. Sauf cas exceptionnel, ses critiques sont policées, et s'appliquent à rester dans les bornes du *protocole républicain*. Par exemple, à moins d'un scandale manifeste – ce qui arrive moins d'une fois par an –, les mises en examen d'élus sont annoncées par la presse écrite avec une certaine discrétion.

Le rapport entre la presse écrite française et l'extrême-droite est paradoxal. D'un côté, le Front National est un parti dont les cadres sont souvent critiqués par cette presse. De l'autre, plusieurs thèmes de prédilection de ce parti – **insécurité, islam, immigration, impuissance des dirigeants** – sont régulièrement présents à l'agenda de ces journaux. Ce constat implique selon nous deux conséquences. *Primo*, pour étudier l'influence des idées du Front National sur la représentation que les gens peuvent se faire des priorités du pays, il serait opportun d'étudier de façon quantitative et qualitative la manière dont les priorités qu'il défend font ou non l'agenda des journaux. *Secundo*, étant donné que la critique violente du personnel politique n'est pas dans les mœurs de la presse écrite française, il faudra étudier de façon plus qualitative les situations au cours desquelles les journaux ne peuvent faire autrement que d'évoquer la mise en cause de personnalités politiques vers lesquelles convergent des soupçons de malhonnêteté.

Puisqu'il s'agit d'étudier la façon dont les journaux reprennent, dans leur contenu éditorial, les topiques et les analyses du Front National, nous serons conduits à privilégier la théorie du *framing*,<sup>1</sup> selon laquelle plus un sujet est abordé abondamment par les médias, plus les lecteurs le considéreront comme important. S'il est impossible de mesurer précisément les « effets » de la couverture des médias sur le vote des électeurs, cette théorie permet de mesurer deux choses dans les journaux étudiés. D'une part, elle incite à mesurer le degré de

---

1. Voir à ce sujet le livre de Maxwell McCombs, *Setting the Agenda: Mass Media and Public Opinion*, Oxford, Polity Press, 2014.

porosité des journaux français aux tentatives – provenant de part et d'autre de l'échiquier politique – visant à faire de l'insécurité, de l'islam, de l'immigration et de l'impuissance des dirigeants des thèmes centraux du débat public. De l'autre, elle permet de mesurer la tendance plus ou moins forte de tel ou tel journal à faire spontanément, régulièrement de ces thèmes la matière première de leur ligne éditoriale.

Cette question constitue un enjeu fort, tant pour la vie politique en général que pour les métiers du journalisme. La vie politique, en France, est globalement structurée par les partis de gouvernement. Ceux-ci connaissent aujourd'hui une crise de légitimité, qui tient autant à la fragilité de leur base militante qu'à la forte endogamie sociale de leur direction. Cette crise contribuerait à la montée de l'abstention, et des scores électoraux des formations protestataires, notamment le Front National. Dans ce contexte, les journaux et les journalistes français reconnaissent dans leur ensemble qu'ils peuvent nuancer et vérifier, par leur approche éditoriale, la description partisane que les discours politiques font de la société française et du monde en général. C'est une affaire délicate, car la dépendance des journalistes français à l'agenda des partis politiques – la nécessité dans laquelle ils sont de parler en premier lieu des priorités définies par les chefs de partis – a des racines institutionnelles profondes. Les journalistes sont tenus de parler des partis politiques et des élus, car ceux-ci détiennent une légitimité du fait du vote des électeurs. Le problème que pose cette étude soulève donc la question de la dépendance que les chroniqueurs de l'actualité entretiennent avec l'agenda politique, et de l'angle sous lequel ils traitent les questions de société.

## **Comment nous avons effectué cette enquête**

**Dans quelle mesure le cadre de référence produit par les journaux correspond-t-il à celui du discours du Front National ?** Nous avons essentiellement choisi de traiter cette question sur un mode quantitatif – sans nous interdire de vérifier dans la substance des articles une confirmation, ou une infirmation de ces données statistiques. Pour observer la manière dont les journaux prennent au sérieux les thèmes de prédilection du Front National – qui sont, comme on l'a rappelé, amplement repris par les leaders des partis de droite, et plus rarement ceux des partis de gauche –, nous avons relevé dans certains journaux l'occurrence d'articles comprenant des termes potentiellement très liés à ces thèmes.

**Nous étudions les journaux parus entre le 1er janvier 2006 et le 26 novembre 2013.** Nous avons interrogé les bases de données électroniques du *Monde*, de *Nice-Matin* et du *Télégramme de Brest* – numérisés sur cette période – grâce à un programme informatique de notre conception, permettant d’obtenir le nombre d’articles comprenant les mots étudiés. Nous avons traduit ces résultats en autant de courbes de densité, sur lesquelles nous avons fait figurer des repères correspondant aux principaux événements politiques de cette période.

Couleur du trait vertical	Événement correspondant
Rouge	Elections présidentielles (22 avril et 6 mai 2007, 22 avril et 6 mai 2012)
Bleu	Elections municipales (9 et 16 mai 2008)
Marron	Elections européennes (7 juin 2009)
Noir	Débat sur l’identité nationale (2 novembre 2009 – 31 janvier 2010)
Jaune	Elections régionales (14 et 21 mars 2010)
Gris	Discours de Grenoble (30 juillet 2010)
Vert	Elections cantonales (20-27 mars 2011)

**Quels termes employés par ces journaux avons-nous interrogé ?** Nous avons relevé le nombre d’articles comprenant les termes « délocalisation », « immigration », « insécurité », « islam », « licenciement », « musulman », « Rom ». Ces termes correspondent potentiellement à quatre thèmes centraux dans le discours du Front National : **l’islam, l’immigration, le chômage, la délinquance**. Pour chacun de ces thèmes, nous avons choisi deux termes pour permettre des recoupements – pour « délinquance » et « immigration », nous n’avons retenu qu’un terme.

Thèmes étudiés	Islam	Chômage	Délinquance	Immigration
Termes recherchés dans les articles	« Islam »	« Délocalisation »	« Insécurité »	« Rom »
	« Musulman »	« Licenciement »		



Ce dispositif permet de faire varier trois paramètres : le caractère national ou régional du journal, l'orientation politique dominante parmi son lectorat, et la concomitance entre le traitement d'un sujet et des événements politiques, soit lancés par des partis, soit liés aux différentes élections. On peut également analyser le type de traitement que les journaux choisissent de donner aux différents débats.

Notre article analysera dans un premier temps la récurrence des articles liés à **l'islam** dans le débat public. Puis nous aborderons l'inflation de termes relatifs au **chômage**, avant d'aborder, dans une troisième partie, d'un commun mouvement l'évolution du nombre d'articles relatifs aux questions d'**immigration** et d'**insécurité**.

## **L'islam dans les journaux, entre prescription par l'événement et imposition par les partis**

---

### **Éléments de méthode**

En analysant l'évolution du nombre d'articles dans *Le Monde*, *Nice-Matin* et *Le Télégramme de Brest* comprenant les termes « islam » et « musulman », nous nous sommes posé deux questions. D'une part, nous avons cherché les pics d'occurrence, à savoir les moments où ces journaux traitaient des musulmans et de l'islam plus fréquemment que d'habitude. Le raisonnement sous-jacent était le suivant : lorsque les journaux mettent l'islam et les musulmans à l'agenda, ils rejoignent au moins dans leurs priorités les partis de droite et d'extrême-droite qui font de l'islam un enjeu politique majeur.

D'autre part, nous nous sommes posé la question de l'importance de ces pics. En effet, la comparaison entre ces deux journaux implique que l'on tienne compte que *Le Monde* est un journal bien plus épais. Lorsqu'on observe un pic dans le nombre d'articles que *Le Monde* consacre à l'islam, par exemple, cela peut signifier que l'on passe de 150 à plus de 300 articles dans le mois. À l'inverse, un tel pic observé dans le traitement de *Nice-Matin*, ou dans une moindre mesure du *Télégramme de Brest*, signifiera que l'on passe de vingt à quarante articles dans le mois.

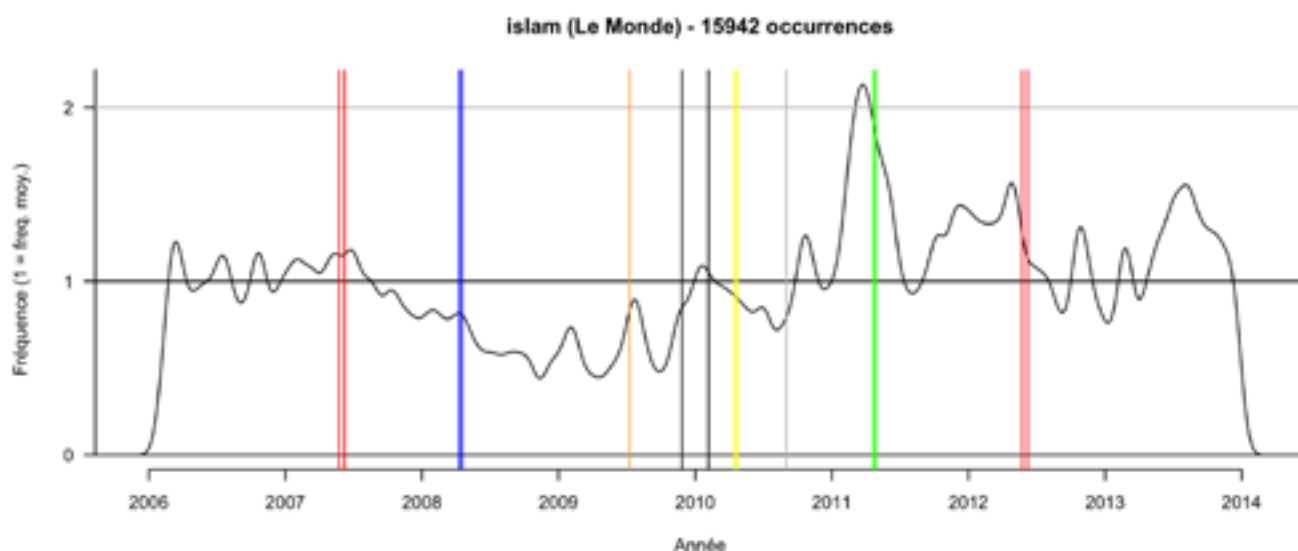
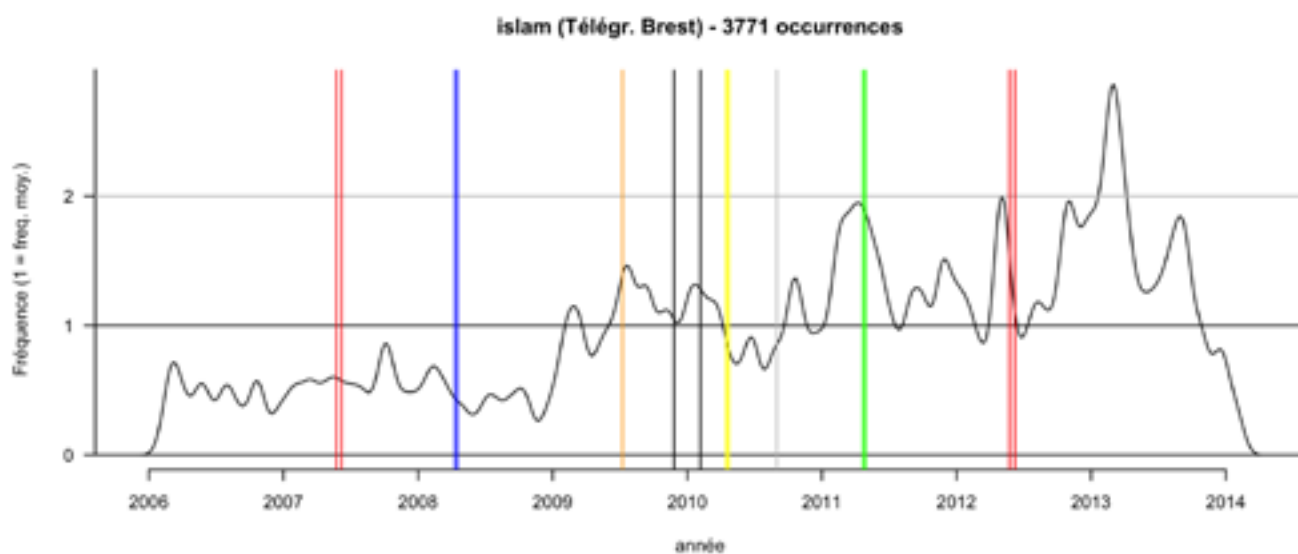
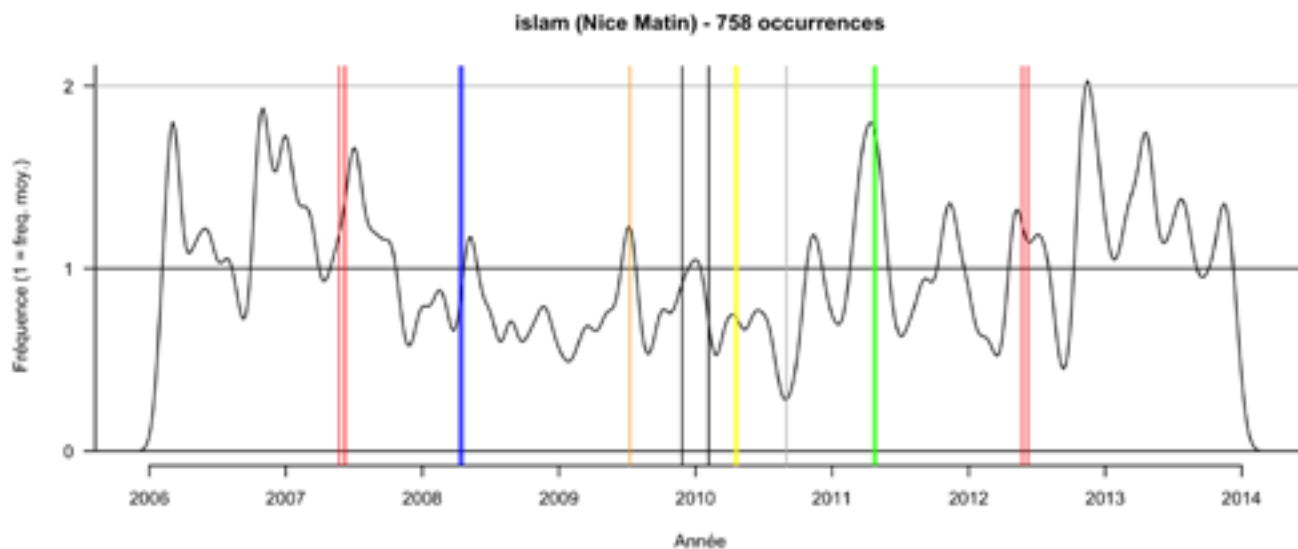
---

**Le tableau ci-dessous précise le nombre d'articles comprenant le terme « islam » et « musulman » dans nos trois parutions entre 2006 et 2013**

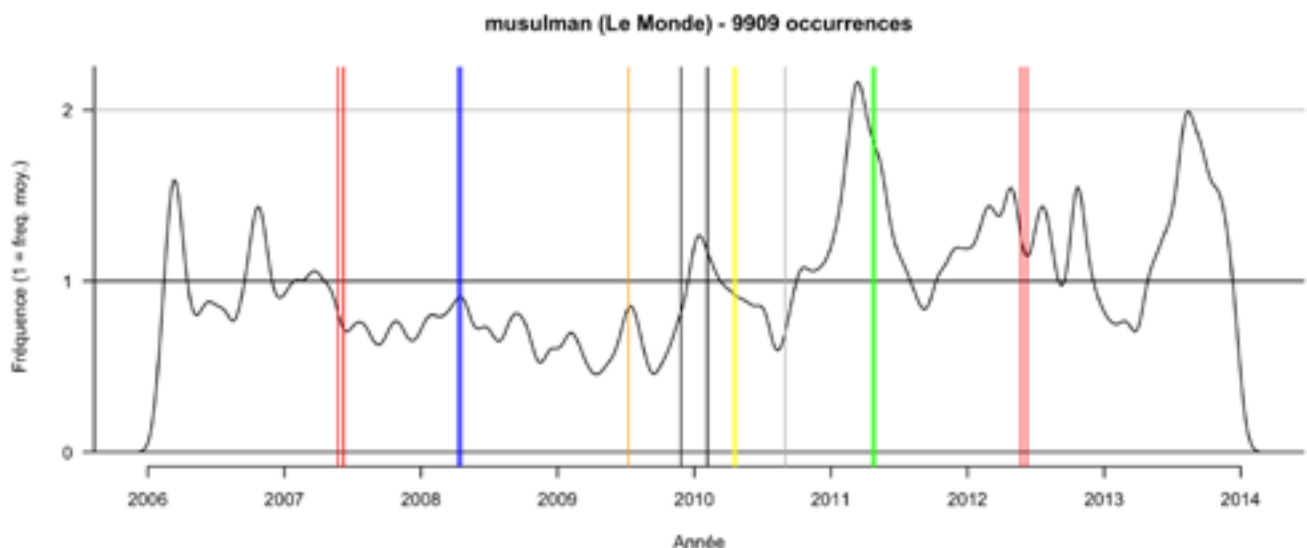
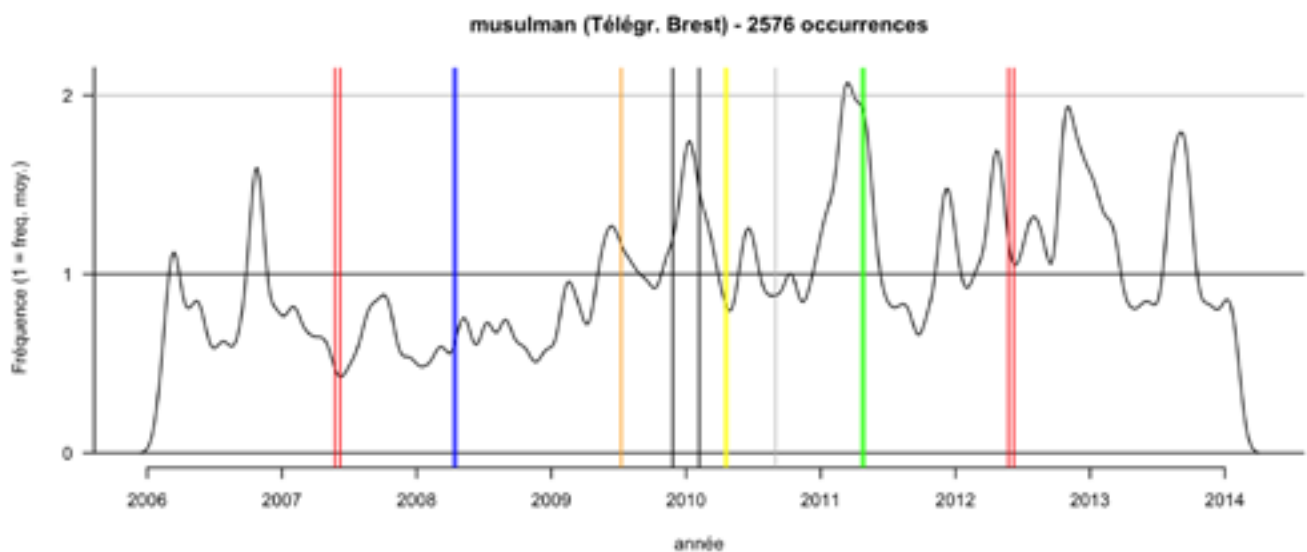
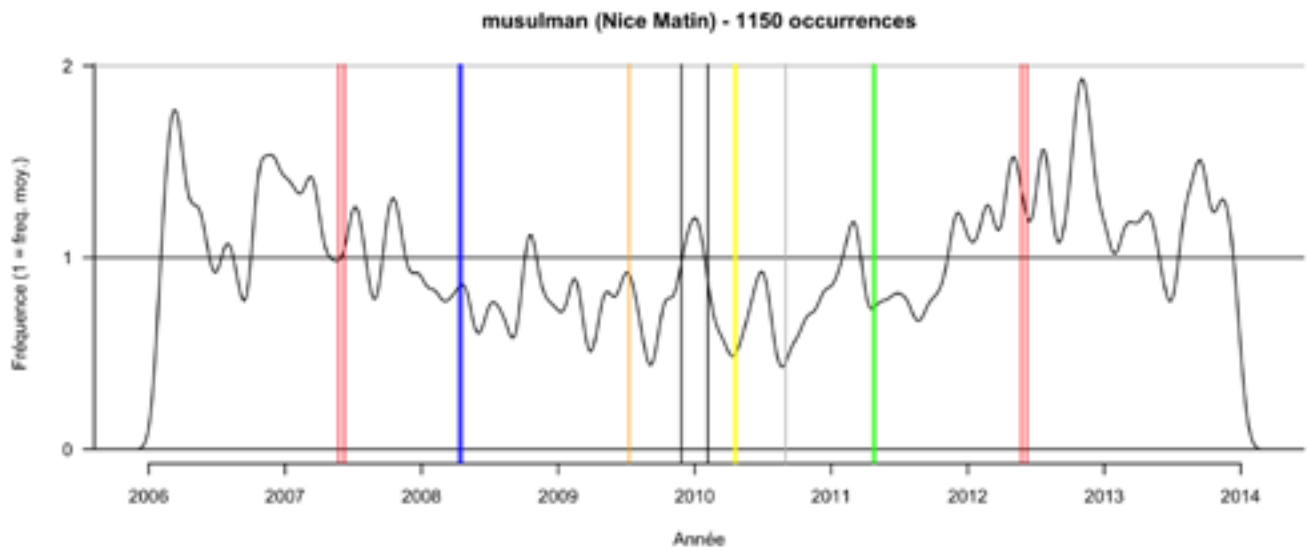
	<b>Le Monde</b>	<b>Télégramme de Brest</b>	<b>Nice-Matin</b>
Nombre d'articles comprenant le terme « islam »	15 942	3 771	758
Nombre d'articles comprenant le terme « musulman »	9 909	2 576	1 150

On note que d'une part, *Le Monde*, *Le Télégramme de Brest* et *Nice-Matin* ont un rapport différent à ce sujet : là où *Le Monde* et *Le Télégramme de Brest* se consacrent surtout à l'islam – la religion, le principe, et son actualité internationale – *Nice-Matin* parle surtout du « musulman », de la personne qui pratique cette religion. D'autre part, les courbes que nous avons tirées de l'analyse des occurrences (*cf.* page suivante) montrent une convergence des pics de fréquence.

## Evolution du nombre d'articles comportant le terme « islam » dans *Le Télégramme de Brest*, *Nice-Matin* et *Le Monde* entre 2006 et 2013



## Evolution du nombre d'articles comportant le terme « musulman » dans *Le Télégramme de Brest*, *Nice-Matin* et *Le Monde* entre 2006 et 2013



## Comment faut-il lire ces graphiques ?

Chaque point du graphique correspond à une durée de quinze jours ; il représente les articles parus dans la semaine qui précède et dans celle qui suit le point. Nous attirons ici l'attention du lecteur sur le fait que ces courbes de densité ne représentent pas un « nombre d'articles parus », mais des **variations par rapport au nombre moyen d'articles parus sur le sujet entre début 2006 et fin 2013 (nombre moyen qui se situe, sur l'axe des ordonnées, à 1)**. Cette astuce graphique permet justement de comparer les variations entre des journaux qui, d'une part, comportent un nombre différent d'articles, et, d'autre part, n'accordent pas la même importance aux sujets que nous étudions. Pour le dire autrement, *Le Monde* publie quotidiennement des articles sur l'islam (qui sont souvent d'ailleurs des articles sur l'islam dans les pays musulmans), alors que *Nice-Matin* n'en publie en général que trois ou quatre par semaine, et que *Le Télégramme de Brest* se situe entre les deux.

Nous avons distingué deux types de situations où le nombre d'articles comprenant les mots « islam » et « musulman » connaissent une solide inflation : d'une part, les situations où des scandales liés à l'Islam éclatent hors du champ des professionnels de la politique, et, d'autre part, les situations où des professionnels de la politique s'emparent de l'Islam pour le mettre, par leurs discours ou leurs pratiques, à l'agenda.

## Redeker, « caricatures », Mali : l'islamisme, adversaire désigné de la République

---

Entre 2006 et 2013, plusieurs affaires liées à l'islamisme font irruption dans l'espace public. On parlera essentiellement de « l'affaire Redeker », de l'affaire des « caricatures de Mahomet » et de l'intervention française décidée au Mali en 2013.

Au cours de ces périodes, les journaux étudiés traitent d'événements dans lesquels des politiques professionnels jouent un rôle, mais dont l'origine est extérieure au champ politique. Ainsi, lorsque le président de la République François Hollande annonce l'intervention de la France au Mali début 2013, il est assurément à l'origine du brusque regain d'intérêt des journaux pour le conflit

qui déchire ce pays Africain. Cependant, ni lui ni ses adversaires politiques ne sont à l'origine du conflit en Centrafrique, où des groupuscules islamistes jouent un rôle essentiel. De même, lorsque les « caricatures de Mahomet » publiées par un journal danois fin 2005 font l'objet, début 2006, de manifestations violentes dans plusieurs pays arabes, puis d'un procès en 2007 opposant le journal satirique *Charlie Hebdo* à plusieurs associations musulmanes, les responsables politiques français n'interviennent pas dans l'affaire, et se contentent de commentaires unanimes sur le nécessaire respect de la liberté d'expression.

**La condamnation à mort de Robert Redeker.** Le 19 septembre 2006, l'écrivain et professeur de philosophie Robert Redeker publie dans *Le Figaro* un article intitulé « face aux intimidations islamistes, que doit faire le monde libre ? ». Cet article très violent vise en fait l'Islam en général, et son prophète Mahomet : cette distinction est nécessaire pour comprendre la répercussion internationale de sa publication. En effet, dès sa parution, cet article est à la fois condamné par des gouvernements de pays musulmans (qui ont interdit la diffusion du numéro du *Figaro* incriminé) et par des sites Internet extrémistes liés à Al-Qaïda, qui ont menacé Robert Redeker de mort. Ces menaces, prises au sérieux par la police française, ont entraîné plusieurs manifestations de soutien, ainsi qu'un débat très actif sur les dangers que ce type d'incident faisait planer sur la liberté d'expression, pierre angulaire de la République française. Cet événement est responsable d'une inflation nettement perceptible sur les courbes de *Nice-Matin* et du *Télégramme de Brest*, nettement moins dans *Le Monde* ; ceci est essentiellement lié au fait que ces journaux régionaux traitent beaucoup moins de l'Islam que le quotidien national. Cet événement prolonge l'intérêt des journaux français pour le conflit entre les fractions les plus intolérantes de l'Islam, et les publications les plus provocatrices visant les symboles de ces religions – intérêt éveillé dès le début de 2006 par les échos de l'indignation soulevée dans de nombreux pays musulmans par les « caricatures de Mahomet ».

**L'affaire des « caricatures de Mahomet ».** Le 30 septembre 2005, le journal danois *Jyllands-Posten* publie douze dessins caricaturant le prophète de l'Islam. Les journaux français se sont particulièrement fait l'écho de cette affaire à partir du début de l'année 2006, au moment où de nombreux responsables politiques des pays arabes ont condamné la parution de ces caricatures – certains d'entre eux exigeant le châtement des auteurs. Le 8 février 2006, l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* a publié ces caricatures de Mahomet. A la suite de cette

parution, *Charlie Hebdo* a été poursuivi par la Grande Mosquée de Paris, l'Union des organisations islamiques de France et la ligue islamique mondiale. Le procès s'est tenu au tribunal de grande instance de Paris du 7 au 8 février 2007 – il a abouti à une relaxe, prononcée le 22 mars 2007. Cette succession d'événements explique surtout l'inflation observée dans les trois journaux autour de ces termes au premier trimestre 2006. Sur la période de février-mars 2007 qui voit se tenir le procès de *Charlie Hebdo*, les discours sur l'Islam et les musulmans ne font pas l'objet d'une inflation dans nos journaux.

**Intervention militaire de la France au Mali.** Le nord du Mali, région désertique de cette ex-colonie française, était devenu un sanctuaire pour des groupes islamistes armés – AQMI, Ansar Dine et le Mujao, qui y ont commis de nombreuses exactions au nom de la Charia. Le 11 janvier 2013, le président français François Hollande lance l'opération militaire Serval, pour stopper la progression des islamistes vers le sud et la capitale Bamako. Entre le 16 et le 19 janvier, un groupe terroriste islamiste prend en otage un site gazier algérien situé à proximité du conflit ; les forces spéciales algériennes prennent le site d'assaut. Cette guerre où sont engagés des soldats français ne s'oppose pas à une armée régulière. Elle vise des « islamistes », ce qui explique nettement l'inflation dans les trois journaux d'articles liés à l'Islam et aux musulmans au début de 2013.

Ces trois cas dessinent un résultat qui peut sembler paradoxal : certes la presse semble reprendre de façon neutre les cadrages produits par les acteurs, notamment leurs noms, mais en même temps l'image qui se dégage est celle d'un islamisme ennemi de la République. Or on peut constater des usages discutables de la référence à l'islam ici, comme la qualification de « groupe terroriste islamiste », qui désigne surtout une situation militaire plus qu'un contenu idéologique ou religieux. À défaut de prendre un grand soin dans le choix des termes utilisés sur ce sujet, ce qui est rendu difficile par les fortes contraintes de temps sous lesquelles travaillent les journalistes, il existe des risques de glissements et d'assimilation entre « islamique » et « islamiste », qui pourraient amener les journalistes à renforcer des stéréotypes sans le vouloir ni, peut-être, le percevoir.

# Les débats sur la laïcité et sur « l'identité nationale » : l'islam, objet électoral

---

Nous allons maintenant traiter des situations où l'inflation du nombre d'articles comprenant les termes « islam » et « musulman » concerne exclusivement la recension et le commentaire d'événements créés de toute pièce au sein du champ politique. Dans notre corpus, c'est le cas de deux moments-clés : le débat sur l'identité nationale et le débat UMP sur la laïcité.

Fait remarquable, l'islam n'est pas une priorité de l'agenda des journaux étudiés au cours des élections de 2007 et 2012. A *Nice-Matin* comme au *Monde* ou au *Télégramme de Brest*, les propos des responsables politiques sur l'islam ne font pas l'objet d'une attention particulière. En revanche, au cours du quinquennat du président Sarkozy, l'islam va être constitué comme problème public via une stratégie de « mise en débat » par le gouvernement d'abord, puis par la présidence du parti de droite dont le président Sarkozy était le candidat, l'UMP.

**Le débat gouvernemental sur l'identité nationale.** Thème de campagne de Nicolas Sarkozy, le débat sur l'identité nationale est orchestré à partir du 2 novembre 2009 par le ministre Eric Besson. Jusqu'au 31 janvier, il organise 227 débats locaux, animés par le corps préfectoral et les parlementaires – un site Internet est mis à la disposition de ceux qui ne peuvent se déplacer aux lieux de débat. L'analyse lexicale opérée par l'entreprise TNS-Sofres à partir des 26 000 contributions à ce site relève que 27 % de ces contributions concernent l'immigration – thème fortement corrélé à l'islam. Sur tous les journaux étudiés, on observe une inflation très nette des articles consacrés à l'islam et aux musulmans entre les deux barres noires correspondant au début et à la fin de ce débat.

**Le débat UMP sur la laïcité.** Le 16 février 2011, le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé annonce la tenue d'un débat sur la laïcité en France, en précisant qu'une partie des discussions sera réservée à l'organisation de l'islam de France, et sa compatibilité avec les lois laïques de la République. Fait notable : Jean-François Copé avait été l'initiateur de la loi d'interdiction du voile intégral (musulman) dans l'espace public qui avait été votée dans le consensus le 13 juillet 2010. Or, cette loi – qui n'avait pas fait débat – n'a pas produit d'inflation de commentaires sur le sujet. En revanche, ce « débat sur la laïcité en France » a



provoqué dans les journaux étudiés une nette inflation de commentaires.

De fait, il connaît un traitement détaillé – et donc une inflation d’articles plus importante – au *Télégramme de Brest*. Lorsque l’on regarde précisément le traitement de cette question dans ce journal, on remarque que l’inflation est le fruit d’une politique éditoriale plutôt défavorable à l’initiative de Jean- François Copé. Ainsi, les articles liés à cette question dans *Le Télégramme de Brest* – qui commence à traiter le sujet à partir du 3 mars – sont le plus souvent factuels : « Cantines et piscines... le débat abordera ces questions », « Coca-cola peut-il encore garder son secret ? », « islam de France... Copé promet du concret ». Mais si certains articles ont une tonalité nettement réprobatrice (« Vers une stigmatisation de l’islam ? », « L’instrumentalisation des chiraquiens », « Un débat “dangereux” selon Patrick Devedjian<sup>2</sup> », « L’islam et la cité... le débat biaisé »).

*Nice-Matin* traite également cet événement, mais un peu plus tard, surtout à partir du début du mois de mars, et moins sur le ton de la gêne morale que sur celui du suivi des conséquences politiques de ce débat. Le journal enregistre le choix de Christian Estrosi de ne pas aller à ce débat. Il note que François Fillon envisage « la possibilité d’aménagements réglementaires pour mieux encadrer l’exercice des cultes » (en 73 mots). Surtout, il traite dans le détail un événement « niçois » de ce débat : Abderrahmane Dahmane, conseiller de Nicolas Sarkozy, a été limogé « en direct » par ce dernier au cours de son passage à Nice ; il a donc été possible aux journalistes de *Nice-Matin* de recueillir « à chaud » l’amertume du conseiller.

*Le Monde* prend assez nettement position contre ce débat, via notamment la place qu’il accorde – dans ses interviews et dans ses pages « débats » –, aux adversaires de la tenue de cet événement. À côté d’articles neutres rappelant les arguments des promoteurs du débat, certains articles attaquent durement cette initiative. Avec des titres comme « Le gâteau électoral », « Islam, le débat de trop », l’interview de l’homme politique (pourtant proche de l’UMP) Yazid Sabeg : « “Le FN est parvenu à dicter l’ordre du jour politique et médiatique” », « A l’UMP, le débat sur l’islam s’enlise » ou encore « Panique à droite », l’équipe dirigeante du journal se fait l’écho des opposants externes à ce débat autant que des membres de l’UMP qui critiquent la stratégie de son responsable, Jean-François Copé. Un des derniers articles qu’il propose, « La peur de l’islam pros-

---

2. Cet article fait référence à un entretien donné par l’élu UMP au Journal du Dimanche ; le *Télégramme de Brest* reprend cette information en 172 mots, contre 65 mots pour *Nice-Matin*.

père dans toute l'Europe », invite à considérer la tenue de ce débat comme un symptôme du malaise général de l'Occident face à l'islam.

## Conclusion d'étape

---

L'analyse quantitative de l'occurrence d'articles comprenant les termes « islam » et « musulman » montre clairement l'existence de pics d'intérêt des journalistes pour cette question. A quoi ces pics correspondent-ils ? A deux types de situations : d'une part, lorsque des scandales liés à l'islam éclatent hors du champ des professionnels de la politique. D'autre part, lorsque les situations où des professionnels de la politique s'emparent de l'islam pour le mettre, par leurs discours ou leurs pratiques, à l'agenda.

L'examen de détail de ces périodes d'inflation nous a permis de conclure que les journalistes ne prenaient que très rarement position dans ces débats sur l'islam. Quand ils le faisaient, c'était en général pour mettre en garde contre les risques de stigmatisation des musulmans. Sur ce point, *Le Monde* se distinguait en mettant en perspective les phénomènes d'islamophobie avec les événements au Maghreb (les « révolutions arabes »), l'offensive idéologique d'entrepreneurs de religion venus du Golfe, ou encore avec la résurgence de courants xénophobes en Europe. Quant aux quotidiens régionaux, leur traitement oscillait entre pédagogie – l'islam étant considéré comme une religion peu connue par la plupart des lecteurs, ce qui donne notamment lieu chaque année à un traitement didactique pendant le mois de Ramadam – et mise en scène spectaculaire – plus rares – d'éléments symptomatiques du rigorisme de certains musulmans, comme la Burqa. Cependant, le traitement le plus courant de ces quotidiens régionaux consiste en un grand nombre de comptes rendus de manifestations musulmanes attestant du caractère normal, voire banal, de la vie de la communauté des musulmans de France (financement d'un lieu de culte, procession de scouts musulmans, fêtes de l'Aïd, etc.).

Nous n'avons trouvé à aucun moment d'article ouvertement islamophobe : l'affaire Redeker, du nom de ce philosophe pamphlétaire dont le texte publié dans *Le Figaro* avait fait scandale, a nettement joué un rôle repoussoir – le directeur du *Figaro* de l'époque avait alors affirmé que cette publication avait été une

erreur de sa part<sup>3</sup>. La question que pose cet aspect des choses nous semble plutôt être : était-il possible pour ces journalistes d'éviter de parler de l'islam lorsque les acteurs politiques le mettent à l'agenda ? Autrement dit, un journal peut-il refuser de mettre à l'agenda une question qu'un acteur politique impose comme une « grande cause nationale », comme ce fut le cas de l'islam entre 2007 et 2012 ? La sociologie du journalisme a largement démontré la grande difficulté d'une telle entreprise, surtout lorsqu'en France cette imposition d'agenda est le fait de la Présidence de la République, qui est au centre de la vie du pays. Mais est-ce le cas lorsque l'initiative provient du secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé ? A l'approche des élections cantonales, le débat interne au parti qu'il préside – certes, majoritaire à l'assemblée – a beaucoup intéressé nos journaux. Les journalistes en charge de cette affaire n'étaient sans doute pas dupes du caractère électoraliste de ce débat : les articles sur le sujet consistaient pour la plupart en une critique à peine voilée de cet aspect des choses. Reste que les journaux en ont parlé, légitimant indirectement la valeur de cet événement.

Nous verrons dans la seconde partie de notre enquête que le choix de considérer comme légitime l'agenda des responsables politiques est très lié, dans la période et pour le pays qui nous occupe, au traitement des thèmes de prédilection de l'extrême-droite.

## **Le chômage : entre agenda politique et catastrophes économiques**

---

Le discours économique du Front National a longtemps consisté en une critique de l'intervention de l'Etat. Jean-Marie Le Pen a débuté en politique dans un mouvement de défense des petits commerçants et artisans contre les grandes entreprises et les services des Impôts – les poujadistes. Jusque dans les années 1990, alors que le Front National était essentiellement protestataire et qu'il n'avait pas vocation à gouverner, son programme économique était peu élaboré. Depuis, le parti s'est fait plus gestionnaire. En 2007, son programme de 79 pages détaillait six grandes mesures, dans lesquelles on retrouve le combat poujadiste contre les grandes entreprises (suppression des subventions d'Etat aux grands groupes), une défense opportuniste des petits salaires en cette

---

3. Pierre Rousselin, directeur adjoint du *Figaro*, interviewé sur la chaîne Al-Jazeera le 21/9/2006.

période de crise (prise en charge par l'Etat d'une partie des cotisations salariales pour ceux qui gagnent moins d'1,4 SMIC), le libéralisme du Le Pen des années 1980 (baisse du taux d'imposition des entreprises, abrogation des 35 heures) accolé à un protectionnisme nationaliste (création de fonds de pension français, protectionnisme ciblé).

Ce programme reste flou, car il ne vise pas à être discuté. Fait-il l'objet, chez ses électeurs potentiels, d'une mise à l'épreuve du réel ? Probablement pas. Il nous semble ici surtout intéressant de relever que le discours économique du Front National consiste surtout en une « petite musique », audible dans les tracts et les discours du chef. Quels sont ses ressorts ? D'abord, le sentiment d'être trahi par les élites (« nos gouvernants sont incapables ») et d'être supplanté par l'étranger, cet Autre prédateur que les frontières de la France et de l'Europe sont incapables de freiner. Le vernis technicien que ce discours a fini par prendre au fil des ans ne doit pas faire illusion : le programme économique du Front National, c'est la protection contre l'ennemi étranger, et contre ses complices que sont les « responsables », cette classe politique au pouvoir dont les membres du Front National ne font pas partie. Le programme économique de ce parti, c'est d'abord la critique de l'échec économique des gouvernants et de l'État social.

Comment la presse pourrait-elle éviter de se faire la complice involontaire de cette critique de l'impuissance des politiques en matière économique ? Seule une recherche qualitative pourra observer dans le détail la trame narrative la plus courante de ces articles. En attendant, une recherche quantitative peut nous donner des indications claires sur l'importance que la presse accorde aux mauvaises nouvelles venant de l'économie. En effet, même si les responsables politiques ne sont pas ouvertement mis en cause dans les récits de journalistes, la seule mention de ce problème public que droite et gauche sont impuissants à résoudre durablement depuis quarante ans offre une prise dans le réel aux discours protestataires. Ceux du Parti Communiste et des partis d'extrême-gauche, mais surtout ceux du Front National.

Etudier comment la couverture médiatique de ce thème pourrait contribuer aux ressorts d'un vote protestataire à l'extrême-droite, c'est donc d'abord étudier son caractère potentiellement anxiogène, chaque semaine apportant son lot de licenciements et de délocalisations. Mais c'est aussi étudier, en creux, les moments où les politiques *parlent d'autre chose*. Car la période 2006-2013 est

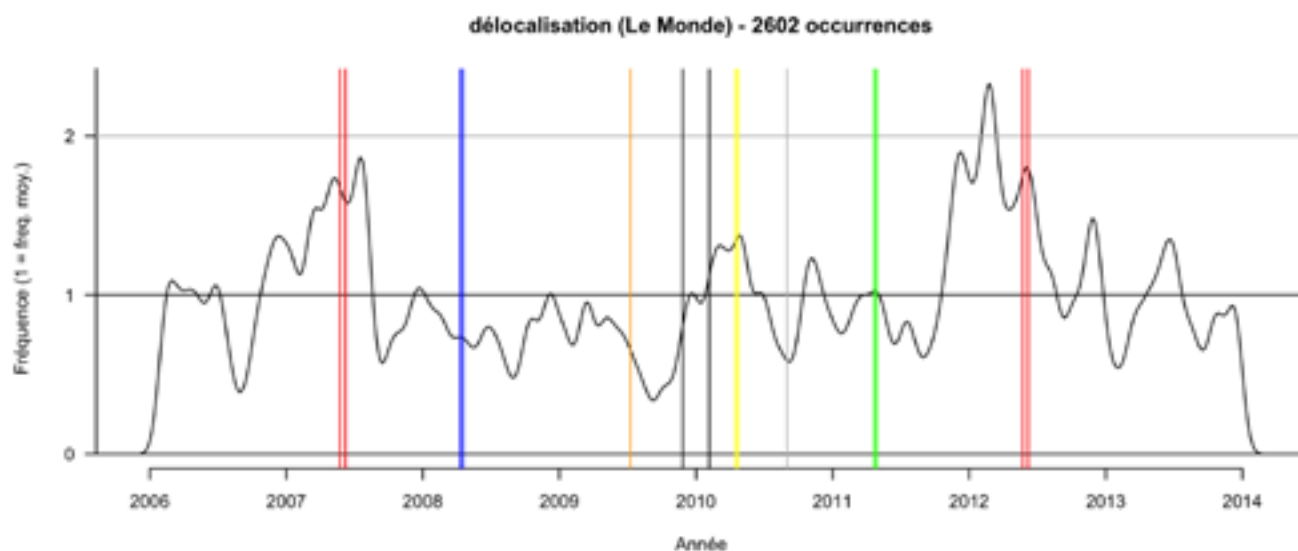
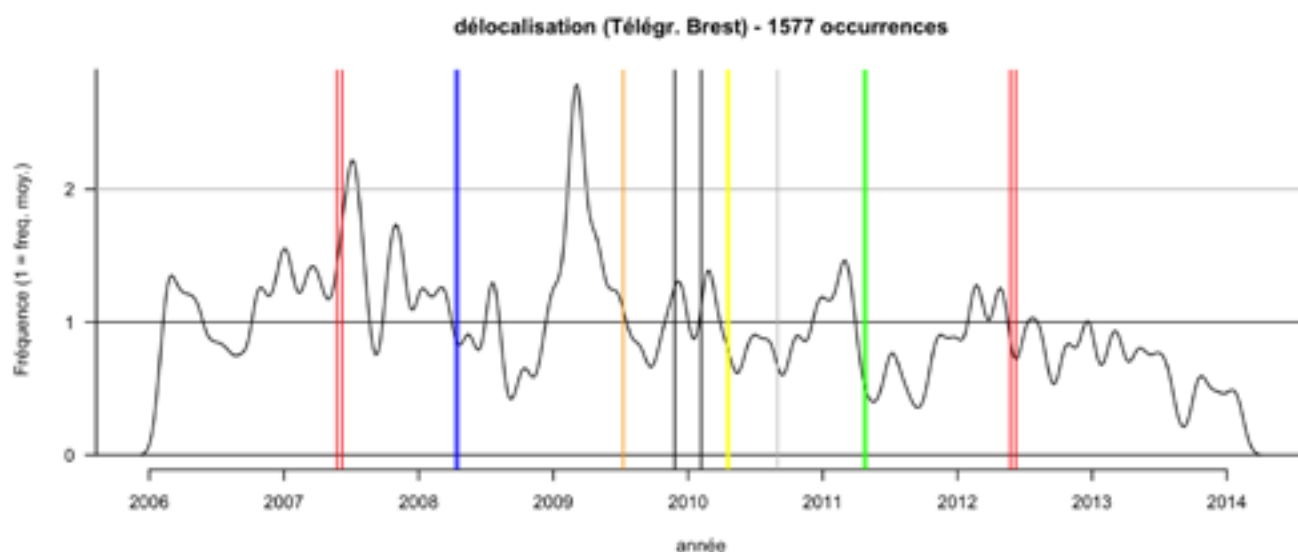
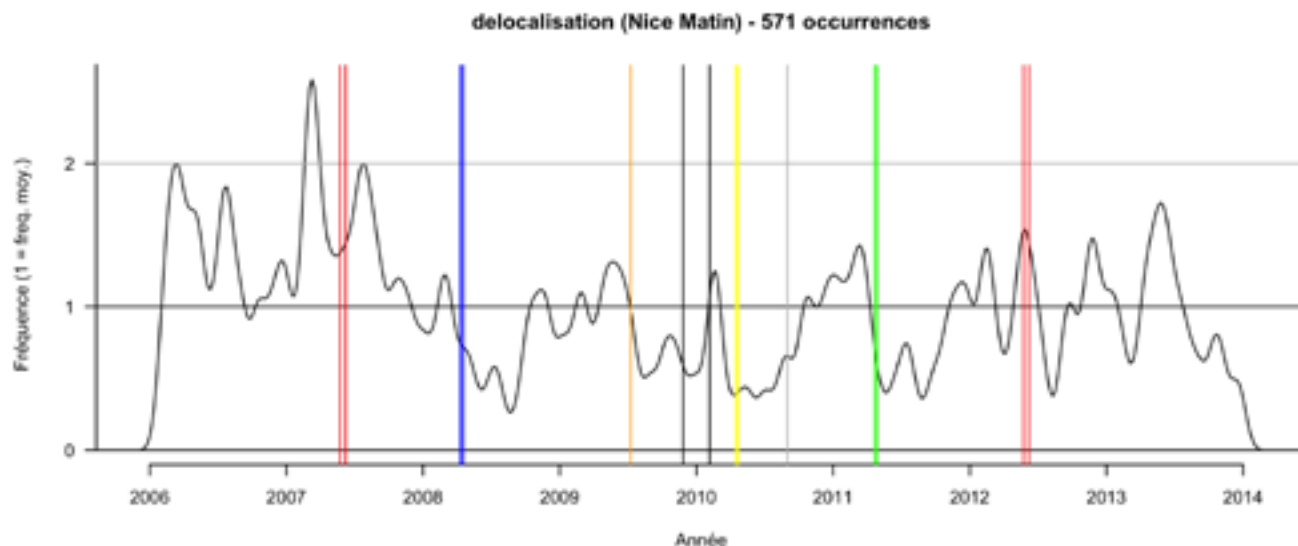
globalement une période critique pour le chômage en France, avec une nette dégradation à partir de 2008. En revanche, cette question a connu des évolutions sensibles quant à leur couverture médiatique. On sera donc également attentif à la manière dont la presse critique les stratégies politiques des gouvernants lorsqu'ils lancent des « affaires » pour détourner l'attention des électeurs sur leurs difficultés à tenir leurs promesses sur l'emploi – particulièrement lorsque ces stratégies politiques visent à désigner un bouc émissaire à l'opinion.

## **Éléments de méthode**

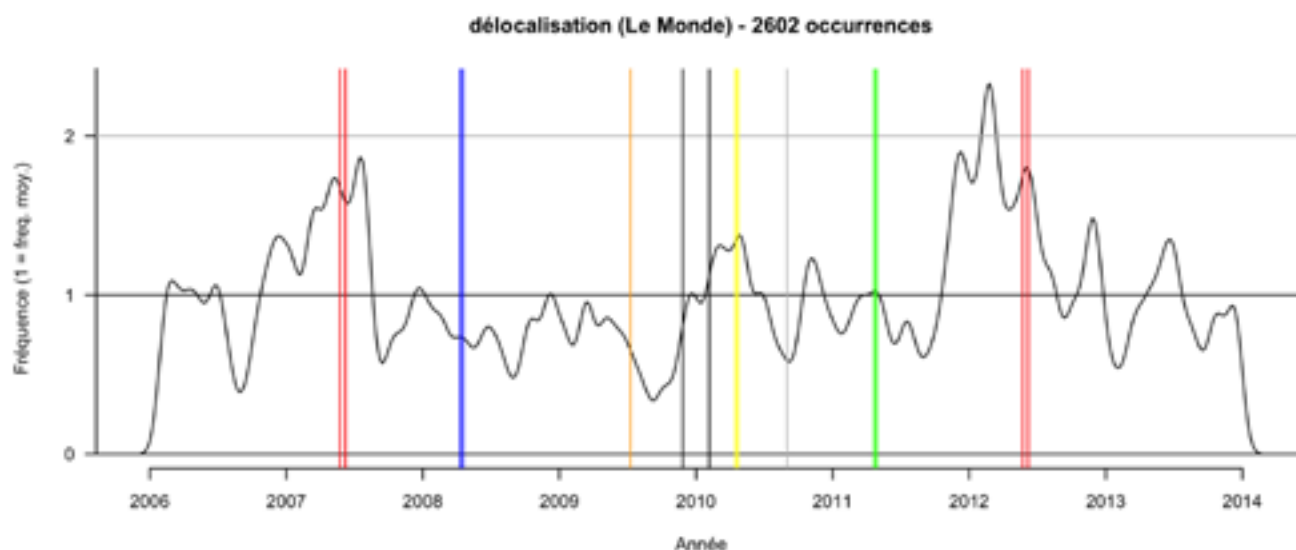
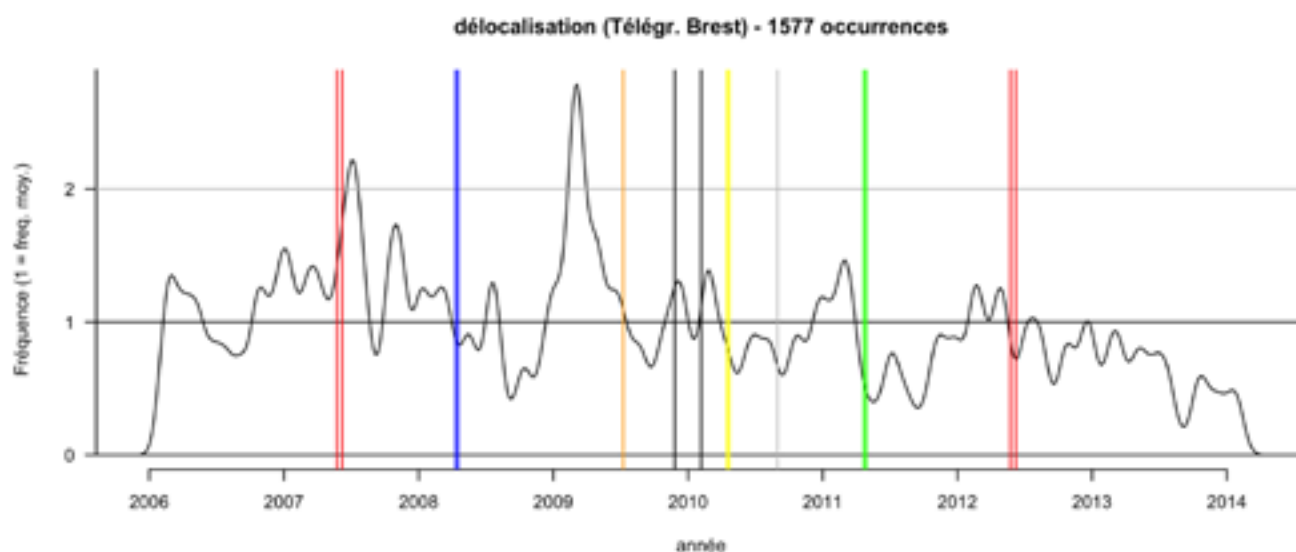
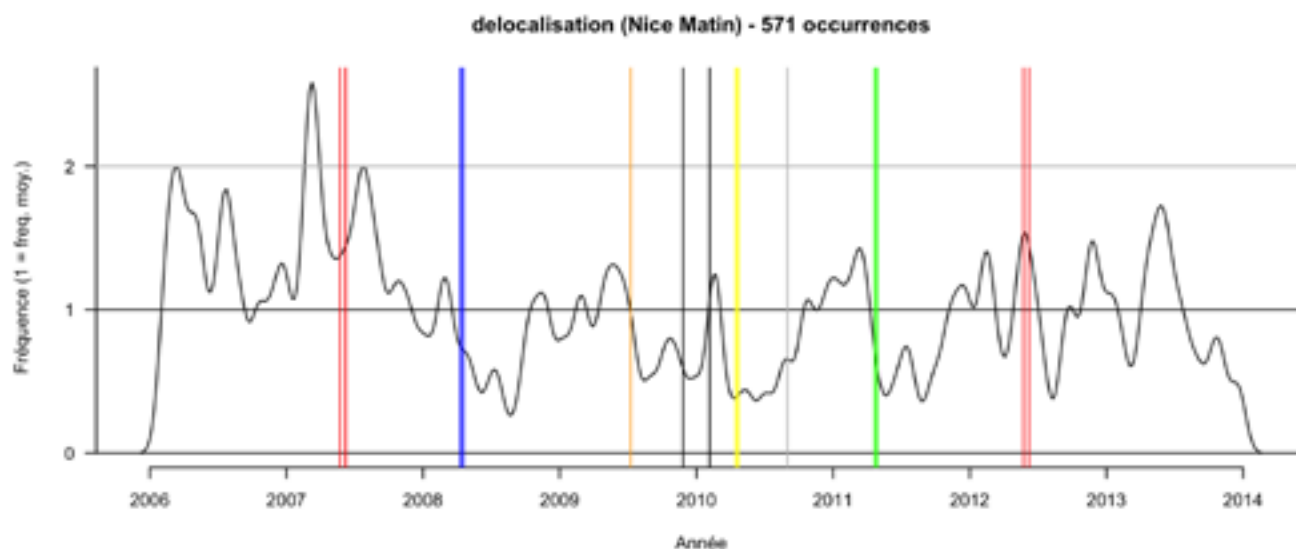
Comme pour la partie précédente, nous avons interrogé des termes que nous avons jugés emblématiques à la fois des difficultés de l'économie française et de la relative impuissance dans laquelle se trouvent les gouvernements face à ce problème. Plutôt que d'aborder des mots généraux et abstraits (« chômage », « crise »), nous avons préféré des termes désignant des événements : « licenciement » et « délocalisation » sont en effet directement des événements, et des termes *a priori* peu polysémiques.

Un bémol cependant : les fichiers « délocalisation » et « licenciement » de Nice-Matin et du Télégramme de Brest se sont avérés peu fiables : une grande partie des articles comprenant ce terme dans ce journal traite en effet de la « délocalisation » d'événements sportifs et culturels, ou des « licenciés » d'un club sportif. Nous nous sommes donc peu servis de ces graphiques, même si nous avons feuilleté les articles comportant ce terme pour y sélectionner ceux traitant du départ de sites locaux pourvoyeurs de main-d'œuvre, ou des pertes d'emploi.

## Evolution du nombre d'articles comportant le terme « délocalisation » dans *Le Télégramme de Brest*, *Nice-Matin* et *Le Monde* entre 2006 et 2013



## Evolution du nombre d'articles comportant le terme « licenciement » dans *Le Télégramme de Brest*, *Nice-Matin* et *Le Monde* entre 2006 et 2013





---

## Combien d'articles comportent ces termes sur la période qui nous occupe ?

	<b>Le Monde</b>	<b>Télégramme de Brest</b>	<b>Nice Matin</b>
« Licenciement »	30 189	1 113	4 500
« Délocalisation »	1 577	571	2 602

Plus encore que pour « islam » et « musulman », les variations de densité relatives aux articles comportant les termes « licenciement » et « délocalisation » doivent être prises avec précaution, compte tenu des erreurs de codages liées à la recherche automatique d'articles, et à la relative polysémie de ces termes. Cette nécessaire prudence ne doit pas nous empêcher de tourner notre attention vers les variations de densité spectaculaires – et rarement concomitantes, d'un journal à l'autre – observées sur ces termes.

Pourquoi les journaux nationaux et régionaux se distinguent-ils beaucoup sur ces termes ? Là où les journaux régionaux vont se faire l'écho des événements et des initiatives locales, les journaux nationaux vont faire le récit des grands événements politiques liés à ce thème. Nous verrons donc dans un premier temps les moments où les deux types de journaux – nationaux et régionaux – traitent ces thèmes, puis nous verrons les situations où les journaux nationaux et régionaux adoptent une couverture différente.

## La mobilisation anti-CPE

---

La principale inflation d'articles comprenant le mot « licenciement » dans *Le Monde* correspond, au mois de mars 2006, à la mise en place du Contrat Première Embauche – un contrat de travail pour les entrants sur le marché du travail, prévu pour faciliter les procédures de licenciement. La mobilisation de la gauche et des syndicats (lycéens et étudiants) contre cette réforme a suscité un débat national. On sent déjà à ce moment-là un décalage net entre le traitement du *Monde* et celui du *Télégramme de Brest* ou de *Nice-Matin* : le premier se fait



l'écho du débat national, les seconds égrènent plutôt la météo des manifestations locales – tout en donnant parfois la parole à des patrons et à des syndicalistes pour commenter ce conflit.

## Les campagnes présidentielles

---

En cette période de crise, l'emploi a été un enjeu fort des deux campagnes présidentielles, et les journaux que nous étudions ont adopté ce thème dans leur agenda. Notons que, pour la campagne de 2012, même s'il démontre pour ce thème un regain d'intérêt par rapport aux semaines précédentes, *Nice-Matin* se montre moins intéressé que *Le Monde*. Le premier trimestre 2012 est pourtant une période importante pour ce thème : les mauvais chiffres du chômage et la progression des licenciements économiques en fin d'année 2011 interviennent dans la phase décisive de la campagne présidentielle. Dans la mesure où les campagnes présidentielles sont en France des moments de débat politique intense, et que les quotidiens régionaux, à la pagination déjà faible, n'accordent pas une place très grande à l'actualité nationale, il est probable que *Nice-Matin* et *Le Télégramme de Brest* ont choisi d'autres sujets de débat. De fait, la lecture des titres d'articles parus sur cette période montre que les journaux se font l'écho fidèle des questions nationales (Lejaby) et régionales (le centre de tri postal de Nice pour *Nice-Matin*, la visite des candidats à Armor-Lux – « Un modèle économique » – pour *Le Télégramme de Brest*) liés à ce thème.

## Le « sommet pour l'emploi » : une fenêtre pour parler de la crise

---

Conséquence prévisible de la crise financière de 2008 qui s'était notamment traduite en septembre par la faillite de *Lehman Brothers*, le premier trimestre 2009 connaît un fort accroissement du nombre de licenciements, en France et dans le monde. Notre corpus de presse s'en fait largement l'écho : nous nous intéresserons particulièrement à cet épisode, parce qu'il correspond à la fois à une relative convergence de nos trois courbes – les trois journaux comptent sur cette période plus d'articles que d'habitude comportant le mot « licenciement »

– et qu’il correspond à un moment où le président Nicolas Sarkozy adresse une série d’engagements aux partenaires sociaux pour venir en aide aux victimes des plans sociaux. Ainsi, *Le Monde* du 18 février 2009 explique : « Nicolas Sarkozy a confirmé, mercredi 18 février à la télévision, les mesures qu’il compte mettre en œuvre face à la crise économique et sociale. L’ensemble de ces mesures atteint 2,6 milliards d’euros pour l’Etat. Une enveloppe supérieure à la somme de 1,4 milliard évoquée le 5 février, jugée alors “*nettement insuffisante*” par les syndicats ». Au cours des mois de février et de mars, le quotidien détaille les tractations engagées entre les partenaires sociaux pour avancer des solutions. Il évoque également la manifestation du Parti Socialiste, alors dans l’opposition, pour encadrer les licenciements. Ce premier semestre, les annonces de plans sociaux dans *Le Monde* sont quasi-quotidiennes (à plus forte raison parce que le journal propose un panorama international de cette question). 31 janvier : « 8,3 % Le taux de chômage en décembre » ; 4 février : « L’américain Macy’s supprime 7 000 postes » ; 10 février : « Premières pertes de M. Ghosn chez Nissan : 20 000 emplois supprimés » ; 13 février : « Royaume-Uni : le chômage monte, les salaires baissent » et « Les 3 Suisses suppriment 674 postes et veulent rattraper leur retard sur Internet » ; 15 février : « La crise, en parler ou pas » ; 17 février : « SOS chômage », etc.

Les journaux régionaux, au diapason de cette actualité, se tournent alors vers leurs sites les plus en difficulté. *Nice-Matin* vit au rythme des licenciements opérés par l’entreprise Texas Instruments, qui annonce un plan de 341 licenciements en janvier 2009. Sise sur le site industriel niçois de Sophia Antipolis dédié aux technologies de pointe, l’entreprise fait alors l’objet de nombreux articles. Quant au *Télégramme de Brest*, il débute l’un de ses articles du 4 février 2009, par ces mots : « 19h, au self de la SBFM<sup>4</sup>. Les yeux rougis, Pierre Le Ménahès, secrétaire général CGT, vient d’annoncer la sentence, à une partie des salariés. 237 licenciements prévus... ». Le traitement de cette actualité est systématique au cours de cette période, et l’on observe que le terme « licenciement » intervient dans des contextes peu habituels. *Le Télégramme de Brest* interroge, le 12 février, « La crise toucherait-elle à son tour les chefs étoilés et autres bonnes tables du pays de Lorient ? », et enquête sur les licenciements dans les restaurants classés. Le 27 mars 2009, *Nice-Matin* titre : « Licenciements annoncés au casino », et révèle que sept croupiers et deux voituriers du casino de Menton sont concernés. Ce thème devient ainsi une sorte de prisme, au travers duquel la société fran-

---

4. Il s’agit de la Société bretonne de fonderie et mécanique (SBFM), filiale du groupe automobile Renault et important employeur industriel de la région.

çaise peut être décrite dans sa multiplicité. Cet état de fait décroît successivement à partir des vacances d'été 2009, mais reprend légèrement à partir de septembre 2009. Fait notable, le nombre d'articles comprenant les mots « licenciement » et « délocalisation » connaît une baisse sensible au cours des mois de novembre et décembre 2009, soit au moment où débute le débat sur l'identité nationale.

**Considérons notre hypothèse de départ :** l'agenda politique des titres de la presse quotidienne française dépend pour l'essentiel d'événements qui lui sont extérieurs, que ceux-ci naissent à l'extérieur ou à l'intérieur du champ politique. Lorsque le chômage augmente et que la situation économique mondiale se dégrade dans le monde entier, l'obligation de traiter la situation s'impose en quelque sorte aux journaux par au moins deux canaux. D'une part, par les annonces de licenciement des entreprises ; de l'autre, par la publication mensuelle des chiffres du chômage. Dès lors, quelle est la réaction du sommet de l'exécutif, et des leaders des principaux partis de gouvernement ? Ils peuvent choisir de l'intégrer à leur plan d'action, annoncer des mesures, montrer qu'ils se saisissent du problème. C'est ce que fait Nicolas Sarkozy au début de l'année 2009. Dès lors, les journaux d'information n'ont aucune peine à proposer un agenda en phase avec les préoccupations des politiques – la sociologie du journalisme a amplement décrit la relation de « coopération compétitive » qui prévaut entre journalistes et politiques<sup>5</sup> –, sachant que les informations relatives au chômage sont supposées intéresser en même temps les lecteurs.<sup>6</sup>

Que doivent faire les rédactions, lorsque les principaux acteurs du jeu politique décident d'attirer l'attention collective sur d'autres enjeux – comme, par exemple, les questions de société, comme les mœurs et la religion ? L'affaire est délicate, les journalistes manœuvrent alors dans un environnement contraint. De fait, les journaux ne se sont pas entièrement détournés, en novembre 2009, des questions de chômage pour couvrir les topiques liées au débat gouvernemental. En revanche, ils ont écrit moins d'articles sur les licenciements et plus d'articles sur les musulmans – alors même que des entreprises continuaient à licencier. Il était alors impossible aux journalistes de ne pas rendre compte du fait que l'islam préoccupait l'exécutif. Et la solution souvent choisie par les

---

5. Lire, à ce sujet, le livre de Nicolas Kaciak, *Les pages « politique ». Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

6. Le chômage s'inscrit régulièrement parmi les principales préoccupations des Français dans les sondages d'opinion, que consultent fréquemment les journalistes.

journaux – donner la parole à des personnalités favorables, mais aussi opposées à de tels débats, pour montrer la diversité des points de vue – permettait certes aux journalistes de prendre de la distance, mais de prendre cette distance dans le cadre souhaité par l'exécutif.

## **Conclusion d'étape**

---

D'un point de vue strictement quantitatif, à partir de novembre 2009, les journaux de notre base de recherche ont écrit moins d'articles sur les licenciements, et plus d'articles sur les musulmans. Dans une acception stricte de la théorie de l'*Agenda-Setting*, cette place accordée dans les journaux au débat sur l'islam et sur la place des musulmans en France a pu contribuer à légitimer chez certains publics l'idée que ces sujets étaient de première importance. Si l'on suit cette représentation des choses, l'importance donnée à ces sujets dans les journaux (et au-delà dans les journaux télévisés, qui travaillent à partir des mêmes sources) peut contribuer à légitimer le discours de certains politiques, qui font de ce type de questions un problème prioritaire. Pour autant, il convient de se méfier d'une réflexion liant de façon trop mécanique la baisse du nombre de sujets consacrés au chômage et l'augmentation de sujets consacrés à l'islam et aux musulmans. L'actualité est kaléidoscopique, les sujets qui l'occupent sont multiples : les médias ont notamment consacré beaucoup d'espace éditorial, au cours du dernier trimestre 2009, à la possible épidémie de grippe A. Il est donc intéressant, pour disposer d'un autre thème d'analyse, de s'intéresser au volume d'articles contenant des termes liés à la délinquance et à l'immigration, pour voir dans quelle mesure le discours gouvernemental – qui s'est nettement durci sur cette question au cours du quinquennat – a eu des conséquences sur l'ordre des priorités médiatiques.

# Délinquance, Immigration : un décalque de l'agenda partisan

---

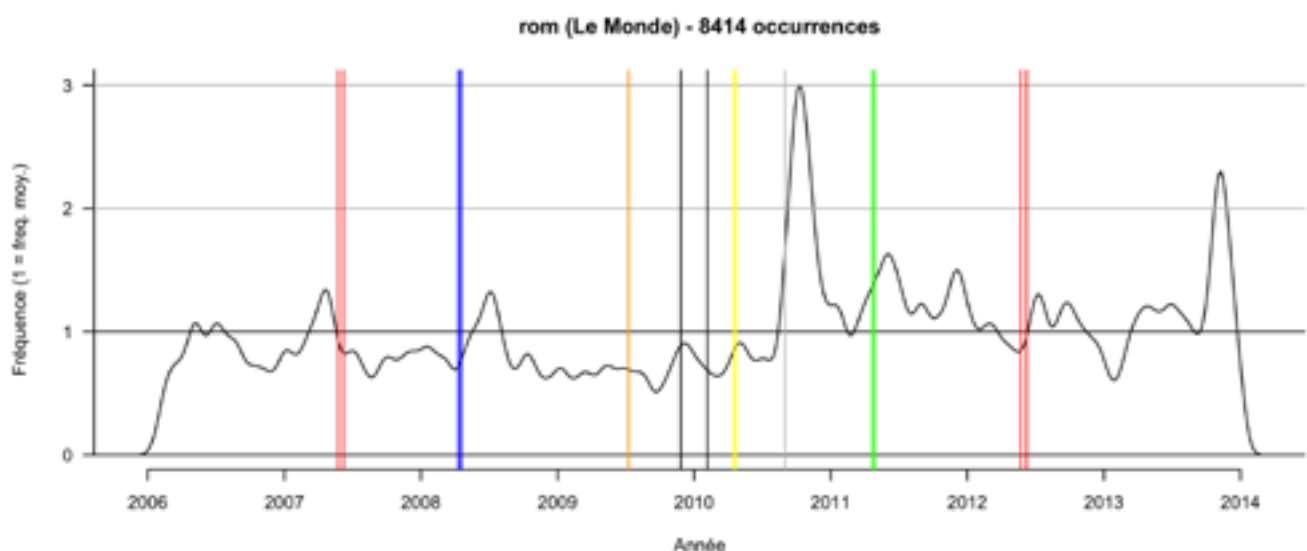
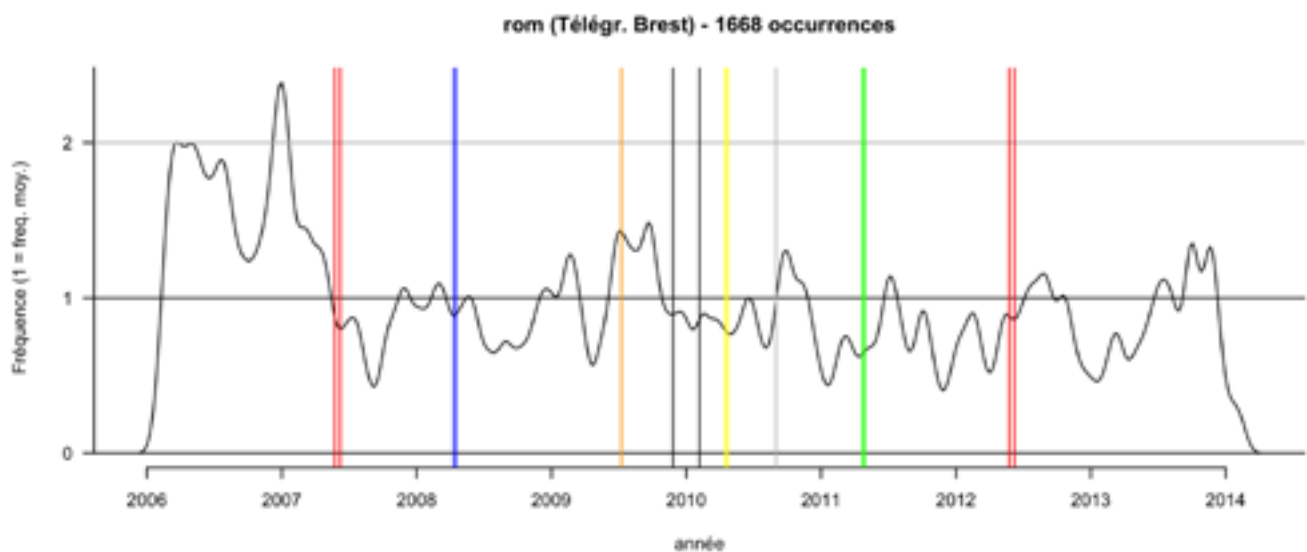
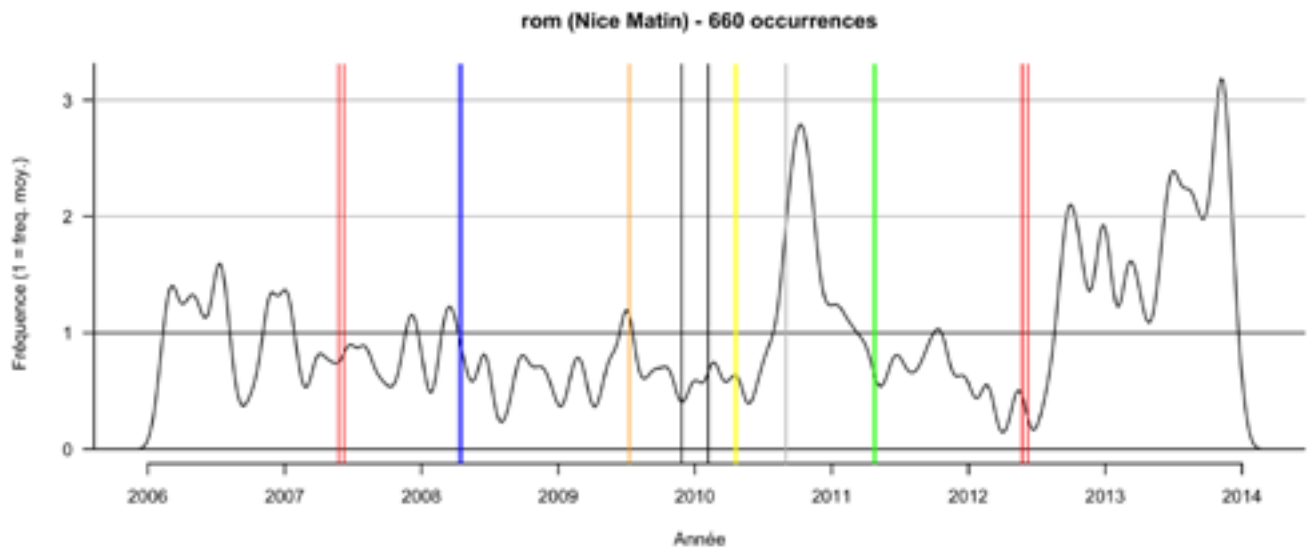
## Éléments de méthode

Nous avons gardé pour cette troisième partie les termes qui obsèdent le plus directement les partis d'extrême-droite, autour des questions de délinquance et d'immigration. Nous avons relevé « insécurité » et « Rom », termes qui ont été désignés par les discours publics tenus sur cette période au moment d'aborder les questions de délinquance et d'immigration. Ils ont en commun – contrairement aux autres groupes de mots étudiés jusqu'ici – deux particularités directement liées à notre étude.

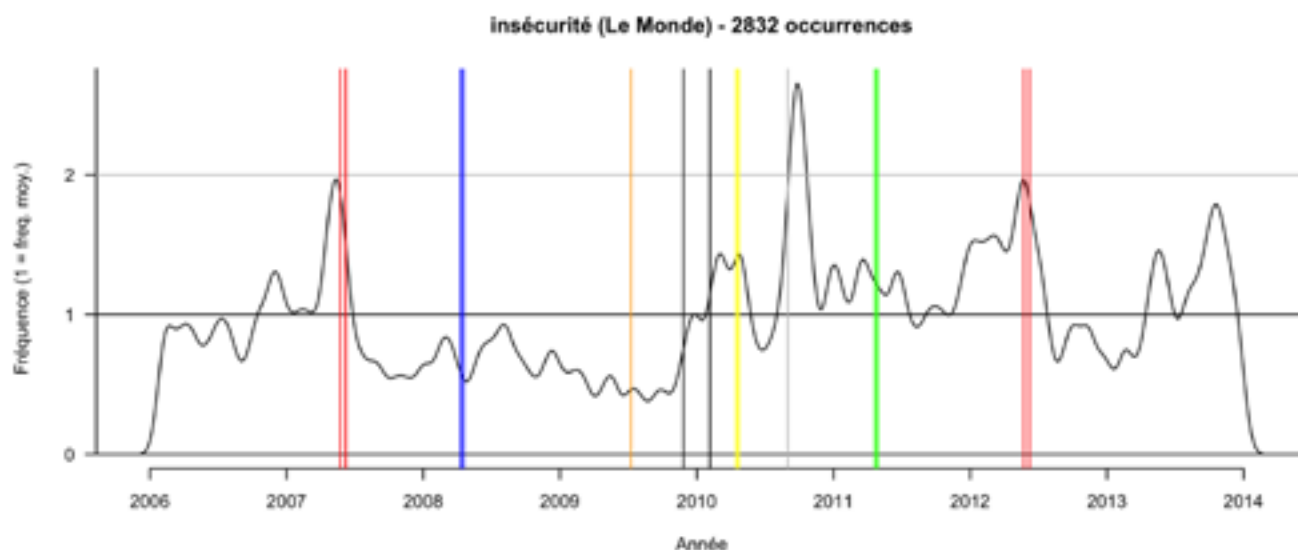
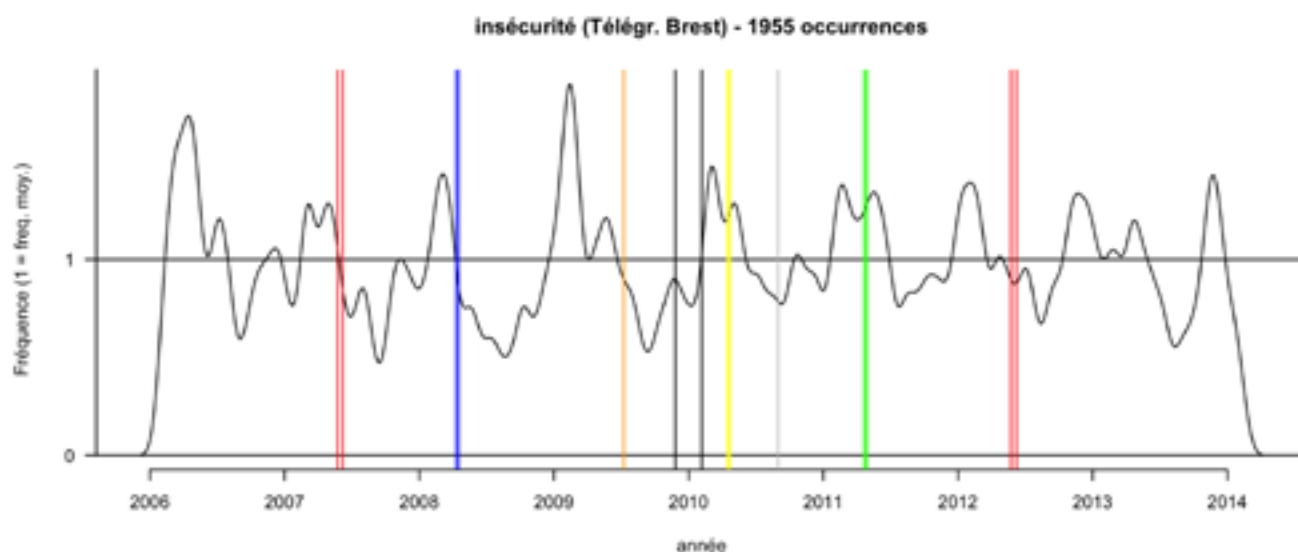
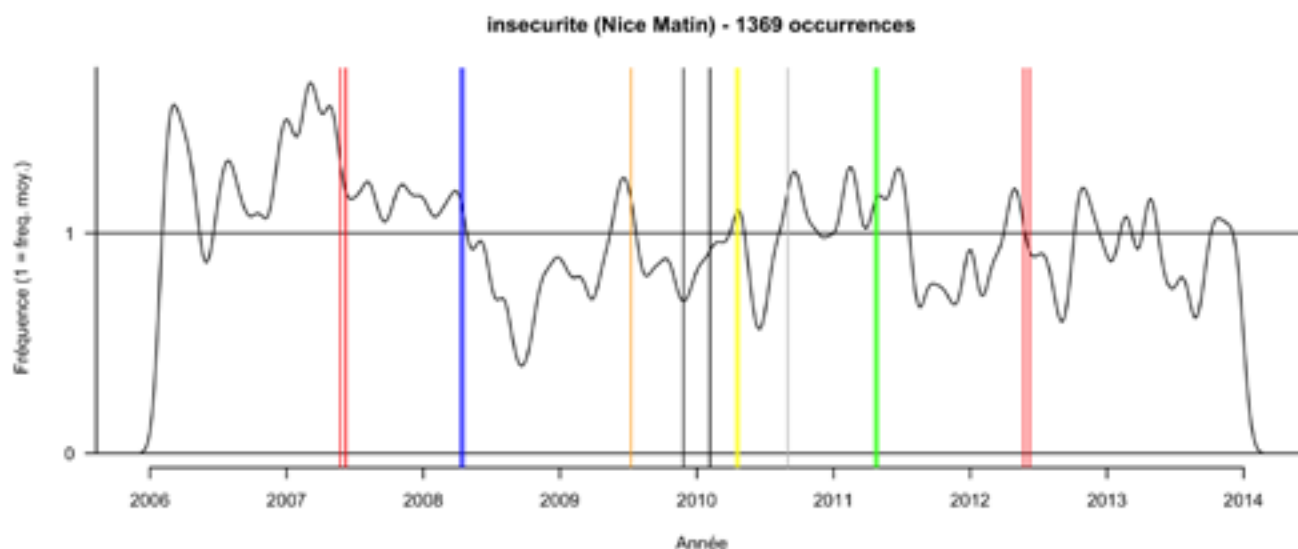
Tout d'abord, ils ne sont pas liés à un événement particulier, qui pourrait expliquer leur usage : la France n'a pas connu de problème massif d'insécurité ni de délinquance entre 2006 et 2013, les 17 000 Roms de France représentent un épiphénomène tandis que le nombre d'immigrés venant en France est stable depuis vingt ans. Lorsque ces questions apparaissent donc à l'agenda médiatique, c'est surtout le fait d'une lutte interne au champ politique, ou encore le choix éditorial délibéré des journaux. Notre approche nous permettra donc de distinguer, de manière plus nette que pour les questions d'islam et d'emploi, la marge de manœuvre des journaux relative à l'influence du champ politique et celle relative à la ligne éditoriale de chaque publication.

La seconde propriété qui nous intéresse ici est la relative homogénéité de ces courbes. En effet, elles ont en commun de réagir à trois événements politiques : la campagne présidentielle de 2007, le discours de Grenoble du président Sarkozy le 30 juillet 2010, et la campagne présidentielle de 2012.

## Evolution du nombre d'articles comportant le terme « Rom » dans *Le Télégramme de Brest*, *Nice-Matin* et *Le Monde* entre 2006 et 2013



## Evolution du nombre d'articles comportant le terme « insécurité » dans *Le Télégramme de Brest*, *Nice-Matin* et *Le Monde* entre 2006 et 2013



## Faits-divers et presse quotidienne régionale

---

Le nombre d'articles sur ces thèmes marque clairement la différence entre *Le Monde* d'une part, *Le Télégramme de Brest* et *Nice-Matin* de l'autre. En effet, les articles comprenant les termes « insécurité » et « délinquance » sont aussi – voire plus – nombreux dans les titres de la presse régionale que dans *Le Monde*, alors même que *Le Monde* dispose d'une pagination nettement plus importante. Cette différence renvoie à la division du travail entre presse régionale et nationale. La presse régionale, relatant les événements de proximité, est plus encline à relater les crimes et les délits. A l'inverse, *Le Monde* traite des phénomènes mondiaux au sein desquels l'immigration joue un grand rôle.

	<b>Le Monde</b>	<b>Télégramme de Brest</b>	<b>Nice Matin</b>
Insécurité	2832	1955	1369
Délinquance	4294	5262	1797
Rom	Donnée manquante	1668	660
Immigration	11038	2537	1226

Suite à des problèmes de collecte de données, il nous a été impossible de distinguer, sur la période étudiée, les articles du *Monde* traitant des *Rom* et ceux traitant de *Rome*, la capitale italienne. Le moteur de recherche du *Monde* admet une lettre d'écart, une marge très appréciable lorsqu'il s'agit de récolter les articles traitant des délinquants par exemple, mais qui produit ici un fâcheux artefact. *Rom* produit donc plus de 8 000 résultats sur la période qui nous occupe, plus de la moitié concernant l'Italie. Nous avons cependant conservé la courbe correspondante, puisque même avec ce handicap elle nous montre l'impressionnante inflation d'articles liés aux Roms au moment du « discours de Grenoble ».



## Le discours de Grenoble : soudain, on parle des Roms

---

Lors de la prise de fonction du nouveau préfet de l'Isère, Eric le Douaron, Nicolas Sarkozy prononce le 30 juillet 2010 une allocution d'une trentaine de minutes, amplement commentée par les journaux. Au cours de cette allocution, le chef de l'Etat pointe une suite de faits divers survenus en juillet dans la région : un échange de coups de feu entre des malfaiteurs et la police suite à un braquage, des émeutes ayant suivi cet incident, une altercation entre les gendarmes et des gens du voyage. Son discours est nettement axé sur les questions de sécurité, d'éducation et de nationalité. Nicolas Sarkozy promet une plus forte automaticité des peines pour les délinquants, la déchéance de la nationalité pour les étrangers qui auraient porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police – supposant ici clairement que les étrangers sont suffisamment nombreux parmi les plus endurcis des délinquants pour justifier une loi – et à faire démanteler la moitié des campements illégaux de Roms dans les trois mois. La plupart des commentateurs relie ce discours aux bons résultats du Front National lors des élections régionales de 2010. Cet événement politique, matérialisé en gris sur les graphes, provoque un sursaut sur les quatre courbes du *Monde*, de *Nice-Matin* et dans une moindre mesure du *Télégramme de Brest*. On note que les quotidiens régionaux traitent souvent d'« insécurité » et de « délinquance » : le stimulus politique a donc moins d'effet sensible sur leur agenda que sur celui du *Monde*. En revanche, les courbes « Rom » de la presse régionale sont très affectées par cet événement politique.

*Le Monde* traite quant à lui la question Rom par la critique du gouvernement. Le 1er août, Philippe Jacqué synthétise des dépêches d'agence AFP et Reuters pour présenter aux lecteurs du *Monde* l'« Indignation après le discours de M. Sarkozy sur la sécurité », et notamment sur les Roms. Le lendemain, un long article du rédacteur en chef, Arnaud Leparmentier s'intitule « Nicolas Sarkozy fait perdre à la droite républicaine ses valeurs ». Il y est question du discours de Grenoble, et des Roms, de même que dans l'article du 4 août dans lequel l'essayiste Bernard-Henri Lévy épingle sous forme d'une tribune « Les trois erreurs de Nicolas Sarkozy ». Le 6 août, Samuel Laurent énonce un bémol, et rappelle qu'il y a peut-être de bons côtés à ce discours de Grenoble. Dans son article « Sécurité : la fin d'un clivage partisan ? », il rappelle qu'au moins, depuis le

discours de Sarkozy, les mauvaises conditions de vie des Roms sont exposées en pleine lumière : « Regardez-les ! Cela fait des années que nous tirons la sonnette d'alarme sur la précarité de leur situation, mais il faut attendre qu'il se passe un événement grave pour en entendre parler ». Le 10 août, Martin Olivera, anthropologue, se charge de mettre en perspective la xénophobie qu'il a perçue dans le discours du chef de l'Etat, avec l'article « Dénoncer l'anti-tsiganisme sans s'attaquer à ses racines ? ». Et c'est de son propre camp que Nicolas Sarkozy reçoit des critiques pour son traitement des Roms, avec cet article du 14 août : « Roms : une politique "choquante" et "inefficace" selon un député villepiniste ». Le même jour, un court reportage décrit « A Saint-Denis, l'errance des Roms du quartier du Hanul au passage Dupont ». Le traitement du *Monde* est à ce point critique que le ministre de l'Intérieur d'alors, Brice Hortefeux, vient se plaindre du *Monde* dans... *Le Monde*, avec une longue interview publiée le 21 août et titrée « Brice Hortefeux : "Vous êtes aveuglés par les bien-pensants" ».

Durant le mois d'août 2010, *Le Télégramme de Brest* traite aussi de la question Rom, même si c'est de façon plus épisodique. Le quotidien régional évoque d'abord les politiques publiques qui leur sont associées. Celles qui distinguent la région du Grand Ouest, logiquement, comme dans cet article du 19 août 2010, « Insertion des Roms, l'exemple nantais », dans lequel l'auteur explique que « La France a commencé à renvoyer ce jeudi vers Bucarest près d'une centaine de Roms. Il s'agit des premiers rapatriés depuis le mois de juillet et les annonces du président Nicolas Sarkozy. La ville de Nantes, très prisée par les membres de la communauté, a mis en place une autre politique, basée sur l'insertion ». De même, le quotidien régional se fait l'écho, le 23 août 2010, des protestations d'un prêtre du nord de la France (situé donc assez loin de la zone de diffusion du journal) : « Le père Arthur, prêtre lillois engagé dans la défense des Roms, a renvoyé, hier, au ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, sa médaille de l'Ordre national du Mérite, et s'en est pris violemment au chef de l'État, avant de revenir sur ses propos ». De nombreux journaux ont relayé la dépêche d'agence de presse à l'origine de cette affaire... dont *Nice-Matin*, qui présente cette information le même jour – le 23 août 2010 – à ses lecteurs via un article de synthèse : « Expulsion de Roms : l'Eglise hausse le ton » ; et le journaliste de rappeler en sous-titre : « Un prêtre rend sa médaille de l'Ordre national du Mérite, le pape appelle à "savoir accueillir". La polémique enfle ».

La différence de traitement entre *Le Télégramme de Brest* et *Nice-Matin* est très nette. Le quotidien breton se fait largement l'écho des manifestations contre la « politique sécuritaire » du gouvernement (deux longs articles le 5 septembre 2010, qui mentionnent la politique envers les Roms comme l'une des inquiétudes des manifestants). Naturellement, il traite largement l'affaire de ce « jeune homme voyageant sans billet, contrôlé à bord du train Quimper-Rennes et remis aux gendarmes en gare de Redon » (9 octobre 2010), qui s'avère être accusé de trafic d'êtres humains, Roms pour la plupart. Cet article conduit *Le Télégramme de Brest* à rappeler implicitement à ses lecteurs que les valeurs d'humanisme et d'accueil de l'étranger ne doivent pas faire oublier que les réseaux de migrants alimentent aussi à l'occasion des trafics sordides. Sur ce thème, *Nice-Matin* est nettement plus prolix. Le mois d'août 2010 est l'occasion de plusieurs articles où Roms et délinquance sont présentés ensemble au lecteur de *Nice-Matin*. L'article du 30 juillet 2010, « Délinquance : Trouve-t-on plus de délinquants chez les "gens du voyage" et les Roms ? », est suivi d'un article du 17 août : « 500 kg de cuivre dans le coffre d'une voiture. En ces temps de crise, certains métaux valent de l'or ». Il est là encore question de Roms. L'article du 19 août, « Recrudescence inquiétante des cambriolages sur le littoral. Plus de 60 % d'augmentation par rapport à l'été dernier ! », évoque de nouveau les Roms. Le 26 août enfin, une interview d'un député des Alpes Maritimes d'origine roumaine, Lionnel Luca, range clairement les Roms de France dans la catégorie des inassimilables. Intitulé « C'est la Roumanie qui doit rendre des comptes, pas la France ! », l'article se termine par cette citation du député : « On ne peut pas intégrer les 2 millions de Roms de Roumanie. Ceux qui ont une volonté de travail, pourquoi pas, mais cela représente 5 %, 10 % au maximum. Quant aux 300 euros, je connais des ménages français qui seraient heureux de les avoir pour la rentrée scolaire ».

On le voit, le discours de Grenoble, événement créé de toutes pièces par le Président de la République, polarise bien plus radicalement nos journaux que ne l'ont fait les précédents événements dont nous avons traité. Nous allons maintenant voir, à partir des exemples des campagnes présidentielles de 2007 et de 2012, que le traitement de l'« insécurité » polarise tout autant ces journaux.

# La campagne présidentielle de 2007, l'insécurité comme parole populaire

---

Le 29 mars 2007, le ministre de l'Intérieur et candidat UMP Nicolas Sarkozy déclare, dans un entretien au *Parisien*, qu'il « cherche à séduire les électeurs du Front National ». Si la franchise de cette déclaration surprend quelques commentateurs, le fond ne surprend personne : Nicolas Sarkozy a fait – en particulier sur les questions de sécurité – une campagne conforme aux discours de Jean-Marie Le Pen. Comment les journaux ont-ils traité cette question ?

**Le traitement de l'insécurité** par *Le Monde* au cours des dernières semaines de la campagne présidentielle de 2007 oscille entre l'explication rationnelle de l'opération de séduction menée par Nicolas Sarkozy en direction des électeurs du Front National et un traitement plus émotif visant à comprendre le besoin de sécurité de nombreux Français. Ainsi, le 22 mars, Piotr Smolar rappelle que « M. Sarkozy quitte le ministère de l'Intérieur sur des résultats mitigés ». Le « candidat de la sécurité » est en effet également redevable d'un bilan au ministère de l'Intérieur. Et ce bilan peut se lire dans les reportages, notamment dans celui du 24 mars, dans lequel Luc Bronner rencontre « A Marseille, des mères de famille qui veulent de l'ordre ». Ou dans l'article analytique du 1er avril 2007, dans lequel Piotr Smolar décrit « L'irruption de la violence urbaine à Paris ». Cette tentative de comprendre la dimension « insécurité » du vote pour les présidentielles conduit à la publication d'un article de synthèse : le 4 avril, Luc Bronner rappelle : « Peur, sentiment d'humiliation : le terreau du vote Le Pen ». L'article s'achève sur le constat que le candidat Sarkozy s'adresse précisément à ceux qui ressentent ces affects. Est-ce la raison pour laquelle les socialistes échouent aux présidentielles depuis 1988 ? Le 20 avril, Nathaniel Herzberg et Cécile Prieur rappellent l'importance stratégique de l'insécurité dans la campagne présidentielle, avec l'article « Lionel Jospin et le “piège” sécuritaire » : selon eux, les élections présidentielles précédentes ont été perdues par le candidat socialiste sur l'« insécurité ».

*Nice-Matin* augmente son nombre d'articles consacrés à l'insécurité dans sa région à partir du 31 mars, c'est-à-dire après avoir fait le constat du « retour de l'insécurité dans la campagne ». Fait étonnant à première vue, et pourtant révélateur : prenant acte que l'agenda politique est à l'insécurité, le quotidien

régional publie plusieurs articles par jour sur la question, contre deux ou trois par semaine précédemment. Le jour même, l'édition « Corse » du quotidien titre : « l'Ile-rousse – 5 000 € de matériels volés dans une brasserie ». Le 02 avril, c'est l'édition cannoise qui titre : « Le quartier du Petit-Juas toujours inquiet pour sa sécurité ». Le même jour, l'édition « Corse » récidive : « Lettre ouverte du couple agressé à Calvi : insécurité », tandis que l'édition « Nice » titre : « Insécurité et saleté dénoncées par les riverains de Pasteur ». Le surlendemain, *Nice-Matin* décrit une « rencontre avec des lecteurs » sous le titre « Réputation : quand les incivilités prennent le pas, c'est tout un quartier qui tombe dans l'isolement ». Habitants de quartiers populaires, les lecteurs rencontrés sont décrits en ces termes : « Ils s'appellent Saïd, Yolande, Marie-Gabrielle, Thérèse, Joséphine, Simone, Manolo ou Phuc et ils sont tous en colère. Il y a quelques jours, ils étaient une cinquantaine d'habitants à venir à notre rencontre aux pieds de leurs tours dans l'espoir qu'un jour, quelque chose change ». Fait notable, cet appétit de témoignages d'insécurité finit par agacer des élus locaux, dont la réaction conduit à la publication de cette note du 10 avril : « L'insalubrité au Point du Jour : à chacun son opinion... » Et la rédaction de s'expliquer : « Suite à notre double page sur les conditions d'insécurité, d'insalubrité et d'isolement du quartier HLM du Point du Jour (notre édition du 4 avril), plusieurs personnalités, le député Lionnel Luca, le président de la CANCA, Jacques Peyrat, et le conseiller municipal PS Marc Orsatti, future tête de liste de la gauche aux municipales l'an prochain » ont protesté et demandé à ce que les témoignages d'insécurité publiés par le journal soient considérés comme des témoignages, et non comme un problème objectif – dont les gestionnaires locaux seraient implicitement coupables.

Par contraste, le traitement de cette question sur cette même période par *Le Télégramme de Brest* est nettement moins sécuritaire. Il débute par un éditorial, « Au nom de la loi », qui, le 31 mars 2007, constate comme à *Nice-Matin* que « La campagne présidentielle se nourrit de ces thèmes » : « Insécurité, délinquance, maintien de l'ordre... ». Pour le journal, l'insécurité n'est pas le problème majeur de la région. Témoin, cet article paru quelques jours plus tôt : « Bilan gendarmerie : délinquance en baisse ? » (21 mars 2007). Au cours des mois qui suivent, le journal consacre l'alcool et la voiture comme les principales causes d'insécurité régionales. Ainsi l'article « Sécurité routière. Deux nouveaux radars mobiles dans le Finistère » du 3 avril 2007 est-il précédé, et suivi, de nombreux articles sur l'insécurité routière. L'insécurité telle que l'entend le Front National

intrigue cependant, campagne électorale oblige, *Le Télégramme de Brest*, qui visite avec curiosité ceux de ses compatriotes qui ne partagent visiblement pas son avis. Dans un long reportage (1 569 mots) du 14 avril, le journal s'invite « Dans les bastions bretons du FN ». Avec cette question : « Comme en 2002. Jean-Marie Le Pen va-t-il rééditer ses meilleurs scores bretons d'il y a cinq ans ? », le journaliste entame une tournée des villes bourgeoises du golfe du Morbihan dont le leader d'extrême-droite est issu. Vient enfin la saison d'été, et l'occasion pour le journal de parler de l'insécurité générée par l'alcoolisation excessive avec ses articles « Teknoz. Terrain de mésentente » (27 juin), traitant du teknival installé dans le Morbihan, « Anciennes halles : l'insécurité exaspère » (23 juin), consacré au lieu de rendez-vous des noctambules de Saint-Brieuc.

## La campagne présidentielle de 2012

---

Dans une conjoncture économique difficile, le président Sarkozy décide à la mi-février de solliciter des électeurs un nouveau mandat à la Présidence de la République. Sur les conseils du politologue Patrick Buisson, le président-candidat se saisit de nouveau du thème de l'insécurité, conduisant les journaux à le reprendre sur des modes contrastés.

**L'insécurité dans *Le Monde*.** L'insécurité s'invite dans la campagne présidentielle 2012 par un événement dramatique : les meurtres, puis la cavale funeste de Mohammed Merah. Interrompue le temps du deuil, la campagne conserve les stigmates de l'événement. *Le Monde* couvre cette campagne en cherchant à traiter de la question sociale autant que possible, dès qu'il est question de l'insécurité. Ainsi, le 27 mars, un article traite de la « présence musulmane croissante dans l'armée ». Expliquant que ces musulmans « ne suscitent que peu d'intérêt dans les médias, plus souvent enclins à évoquer ces segments de population sous le prisme des émeutes et de l'insécurité », mais que « pourtant le phénomène est assez significatif pour que l'on y prête attention », l'article fait référence au militaire tué par Mohammed Merah. Cependant, il fait également un usage du stigmatisme qui frappe habituellement les jeunes musulmans, en retournant le stéréotype pour lui opposer un portrait inverse.



Cette stratégie énonciative, dont le principe est de remettre en cause l'idéologie xénophobe qui associe le musulman à l'insécurité, se retrouve également dans ce reportage du 31 mars 2012 intitulé « A Saint-Denis, la révolte des mères contre la crise ». La journaliste fait témoigner Hélène Zeitoun, qui « travaille dans le quartier depuis 2002 », et pour qui « la manifestation du 17 mars est la première qu'elle ait jamais aidée à organiser ». L'habitante explique : « On parle beaucoup d'insécurité liée à la petite délinquance, dans ces quartiers, mais pas de l'insécurité psychosociale ». Il s'agit ici de pointer une cause du sentiment d'insécurité ne découlant pas d'un étranger dangereux, mais plutôt de conditions de vie dangereuses. Pour autant, le journal n'oublie pas les partisans des partis xénophobes. Dans un article du 15 avril, l'envoyé spécial à Hénin-Beaumont du *Monde* titre son reportage « A Hénin-Beaumont, Marine Le Pen s'affiche avec "les vraies gens" ». Et de décrire les discussions « autour de l'éducation, l'insécurité, le handicap, la corruption, le cumul des mandats, les retraites, l'essence, le chômage des seniors ou encore les délocalisations, la santé ». La liste des thèmes abordés lie, une fois encore, la question sociale à la question électorale.

Comme cinq ans auparavant, *Nice-Matin* prend acte de l'inscription de l'insécurité à l'agenda. Le 10 avril, le journal invite dans ses pages Harlem Désir et explique que le fait de mettre l'insécurité à l'agenda constitue un « terrain très glissant » : « Qu'on le veuille ou non, les "peurs" et l'actualité font resurgir la sécurité au cœur du débat électoral à chaque présidentielle. 2012 n'échappe pas à la règle ». Cependant, le journal se fait nettement moins actif dans sa recherche de témoignages de l'insécurité. Il publie même un sondage, le 13 avril, qui révèle que la préoccupation principale des électeurs est « l'honnêteté avant tout ! ». L'insécurité est abordée dans le corps du sondage comme l'une des préoccupations des Français, mais ce constat s'accompagne en 2012 d'un traitement plus distancié. Ainsi, un lecteur explique au journal qu'il aimerait que le nouveau président rende « les peines dissuasives ». Et d'expliquer : « Finalement, je n'attends pas du nouveau président qu'il fasse quoi que ce soit de bien, mais qu'il limite les dégâts. Notamment en matière de sécurité. Personnellement, je ne ressens pas forcément l'insécurité, mais quand on voit que des gens ont même peur d'aller à la boulangerie chercher leur baguette, il faut se poser des questions ». On sait que l'insécurité existe, mais elle n'existe pas avec la même urgence que cinq ans auparavant. Ainsi, on fait témoigner quelqu'un qui « ne [la] ressent pas forcément ».

Conséquence ? *Nice-Matin* traite surtout de l'insécurité à travers sa matérialisation la plus abstraite, le pourcentage – très élevé – du vote FN dans la région. Dans son édition du 24 avril, il titre « Maintenant même les immigrés votent Le Pen à Carros ! » Et plutôt que de faire témoigner un électeur frontiste, il fait témoigner un imam, sous le titre « Les communautés issues de l'immigration réagissent ». Le docteur Mohamed Djadi, l'imam de Grasse, explique : « Il ne faut pas mélanger les scrutins nationaux avec des enjeux nationaux et les élections locales, où le Front National n'a jamais atteint de tels scores ». Et d'égrener les scores du « Haut-pays », qui constituent un « carton plein pour le Front National » : « Les scores sont impressionnants : 31,91 % à Amirat, 31,61 % à Andon, 33,14 % à Escagnolles et jusqu'à 44,34 % au Mas. Dimanche, en majorité, le haut-pays grassois a donné ses voix à Marine Le Pen. Dans neuf communes de ce secteur, en effet, la candidate du Front National a franchi la ligne d'arrivée du premier tour en tête ». Et de proposer, toujours dans cette édition du 24 avril, une lecture sociologique du phénomène : « Aux Pugets, à Saint-Laurent-du-Var, voter Le Pen c'est crier un désespoir. Les tours. La mixité sociale. Un cocktail qui étouffe dans un désert commercial. Aux Pugets, la vie va entre calme relatif et incivilités – encore – pas trop ostentatoires. Entre petits bonjours à peine esquissés et portes qui se referment à la hâte... ». Dans son article, le reporter lie nettement le sentiment d'insécurité, le vote Le Pen et la question sociale, mais sur un mode impressionniste, sans nettement désigner le problème.

Tandis que *Nice-Matin* et *Le Monde* se détachent en 2012 du traitement de l'insécurité qu'ils ont adopté cinq ans plus tôt, *Le Télégramme de Brest* publie coup sur coup deux articles liant délinquance, insécurité et territoire breton. Intitulé « Sur le front de l'insécurité », ce long article (936 mots) du 27 mars s'ouvre sur ce témoignage d'un habitant : « Les cités sont contrôlées, mais pas par des flics... ». Le même lieu fait l'objet d'un second reportage, quelques jours plus tard : « Tension au pied des tours » (3 avril) rappelle la situation : « depuis plusieurs semaines, la tension est palpable dans le quartier de La Croix- Lambert. Menaces, incivilités, violences verbales ou physiques. Et désormais, incendie volontaire. Certains riverains sont à bout de nerfs ». Ces deux reportages sont d'autant plus remarquables qu'ils seront les seuls à opérer ce traitement désormais classique de l'insécurité dans les quartiers populaires<sup>7</sup>. Seule autre occurrence, la visite du judoka et ancien ministre David Douillet, interviewé dans un article paru le 19 avril : « Dans les villes qui ont investi dans le sport, il y a moins de problème d'insécurité qu'ailleurs ».

---

7. Cf. Jérôme Berthaut, *La Banlieue du « 20 heures »*, *Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Marseille, Agone, 2013.



Pour le reste, l'insécurité est liée dans ce journal à d'autres thèmes, comme notamment le stress au travail : « Une cadre sup' quimpéroise témoigne du malaise ambiant » (5 avril 2012) : « Témoigner de ce qu'elle a vécu est une façon pour Marie de sceller sa décision. "Je ne travaillerai plus jamais à la Poste", dit-elle ». On retrouve la démarche du journal, qui liait cinq ans plus tôt l'insécurité à l'alcoolisation des jeunes et à la sécurité routière. On retrouve également la démarche ironique de ses rédacteurs, qui rappellent que les Le Pen, bretons et leaders du Front National de mère en fille, n'ont pas de solides attaches en Bretagne. Intitulé « M. Le Pen en quête de respectabilité », un article du 10 avril raconte : « En ce jour de la fin janvier où nous l'avions conviée à déjeuner dans un restaurant de l'avenue Niel, à Paris, Marine Le Pen a débarqué en pleurant ». Et de moquer implicitement les larmes de l'élue : « En quête de respectabilité, elle s'emploie à renouveler l'image du FN, sans toucher à ses fondamentaux, la lutte contre l'immigration en tête ».

Pourtant, le journal doit le constater : même s'il ne fait pas les mêmes scores qu'en PACA, « Le vote FN progresse dans l'ouest et en zones rurales » (23 avril 2012). La différence perceptible de traitement de l'insécurité observée dans *Le Télégramme de Brest* peut-elle être lue comme le symptôme de ce changement ?

## Conclusion d'étape

---

L'influence de la parole présidentielle sur l'agenda journalistique français est directement liée à la constitution de la Cinquième République, le régime politique sous lequel la France évolue depuis 1958. Sous ce régime, le Président est la « clé de voûte », selon une formule consacrée, des institutions françaises : son discours est très écouté, ses décisions sont anticipées, et les différents corps qui constituent l'organisme politique de la France sont très soucieux de l'évolution du registre de son discours. C'est donc en grande partie en raison du pouvoir lié à sa fonction que les discours de Nicolas Sarkozy sur l'insécurité et sur l'immigration ont été autant relayés, en 2010 et en 2012 – et commentés, et sans doute largement critiqués. L'inflation du nombre d'articles liés à ces questions montre qu'il y a eu débat.

En revanche, la mise à l'agenda de ces questions au moment de la présidentielle 2007 n'est pas à mettre au crédit du précédent président, qui ne se représentait pas. Il ne peut pas être non plus mis uniquement au crédit du candidat Sarkozy, même si son positionnement très autoritaire sur les questions d'immigration a attiré l'attention des journaux. Il est sans doute aussi le fait de l'autre présidentiable, la candidate du Parti Socialiste Ségolène Royal, dont le positionnement plus sécuritaire que le programme de son parti a pu contribuer à renforcer l'idée que la sécurité était l'enjeu majeur de ces élections.

## Conclusion générale

---

Les trois points de notre étude avaient surtout pour but de mettre en évidence la nette influence du politique sur l'agenda de la presse quotidienne. Nous avons procédé par gradation, cherchant parmi les thèmes favorisés de l'extrême-droite lesquels étaient les plus imputables aux stimuli du gouvernement et des partis, lorsqu'ils se trouvaient particulièrement traités par les journaux de notre *panel*. La prégnance du discours sécuritaire de la droite est particulièrement visible autour des thèmes de la sécurité et de l'immigration : c'est en effet sur ce sujet que les opérations des gouvernants – et du premier d'entre eux – sont les plus visibles. Dans un contexte sécuritaire et migratoire relativement stable, ils agrandissent un fait microscopique. La presse quotidienne, quant à elle, commente, et ce seul fait de commenter – souvent de façon critique – constitue de fait une acceptation implicite que le sujet méritait d'être à l'agenda. Dès lors, la question est : la presse quotidienne française a-t-elle le choix de son agenda ?

La dépendance socioéconomique de la presse au politique en France est un fait reconnu par tous les commentateurs. En février 2013, la Cour des comptes a évalué les subventions publiques destinées à la presse en 2009-2011 à plus de 5 milliards d'euros (6,5 milliards de dollars). Les magistrats avaient critiqué cette aide en des termes très forts, appelant à des réformes radicales. Cette aide ne contribue ni à stopper la chute des ventes, ni à adapter le secteur aux mutations en cours, comme la diversification des revenus via l'Internet. Incidemment, ces aides ne conduisent pas à libérer les journalistes du poids de la parole institutionnelle qui, en France, possède un poids particulièrement fort. Ce poids n'est pas uniquement national : nos lecteurs ont pu remarquer la nette différence de traitement des thèmes de droite et d'extrême-droite par *Nice-Matin* et *Le Télégramme de Brest*. A Nice, terre de droite, comme à Brest, terre de gauche, on concède un espace aux élus qui commentent les sujets d'actualité. Leur discours, évidemment partisan, colore politiquement le journal.

A qui s'adressent ces journaux ? A un public de plus en plus restreint, c'est bien là leur problème. Sans forcément reprendre le titre alarmiste « Presse quotidienne d'information : chronique d'une mort annoncée<sup>8</sup> ? », on peut noter qu'en France cette presse-là souffre depuis les années 1970 d'un détachement croissant de ses publics. Le problème est international : selon wan-press.org, cité par

---

8. Rapport sénatorial d'information n° 13 (2007-2008) de M. Louis de Broissia, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, déposé le 4 octobre 2007.

Jean-Marie Charon<sup>9</sup>, la diffusion des quotidiens a reculé de 5,18 % aux États-Unis, 5,83 % en Europe et 2,52 % au Japon entre 2003 et 2007. Le tableau de la presse quotidienne nationale est sombre : selon les chiffres EPIQ10 de 2010, 16,4 % des Français lisent chaque jour un quotidien national (une personne sur sept environ). *Le Monde* est encore l'un des quotidiens les plus lus, mais sa situation financière est difficile. Il est aussi beaucoup aidé par l'Etat. Ses journalistes ne détiennent plus la minorité du capital qui leur permettait, un temps, de disposer d'un droit de veto sur l'orientation de ses finances.

Le tableau est plus contrasté pour la presse quotidienne régionale : selon cette même source, un Français sur trois lit chaque jour un titre de PQR. Ce chiffre masque de grosses disparités régionales : 56 % des bretons lisent chaque jour un titre de PQR, contre 33 % dans la région PACA. *Nice-Matin* est bien moins lu que *Le Télégramme de Brest* : la presse se fait régulièrement l'écho des problèmes financiers rencontrés par le journal niçois. Cela doit être pris en compte pour comprendre la faible pagination de ce journal, son attrait pour les faits divers et sa relation aux élus – qui peuvent être sollicités à l'occasion pour obtenir de l'aide.

Naturellement, le débat sur l'insécurité et l'immigration dans les journaux français ne peut être résumé à un pur jeu de pouvoir entre journalistes et personnel politique de droite. L'insécurité – terme éminemment polysémique – se lit, au fil des pages, par opposition à ce qui fut longtemps en France la « sécurité » (en fait, la stabilité) assurée par un Etat protecteur et puissant. Les évolutions des politiques publiques en France dans ce domaine se retrouvent dans les thèmes abordés par nos journaux : « insécurité » censément maîtrisée dans le domaine de la consommation d'alcool et de la route, par des mesures prophylactiques. Sécurité dans la relation au travail de moins en moins assurée, y compris chez les agents de la fonction publique supposés moins sujets à la perte d'emploi (ainsi de l'agent de la Poste citée par *Le Télégramme de Brest*, confrontée au stress et au harcèlement). Sentiment d'insécurité enfin, matérialisé par la hausse des cambriolages et des petits délits.

Difficile, dans ce contexte, d'énoncer des vérités définitives sur la relation que cette « insécurité » entretient avec les différentes composantes du fait migratoire

---

9. Jean-Marie Charon, « De la presse imprimée à la presse numérique », *Réseaux*, 2010, n° 160-161, p. 255-281.

10. EPIQ pour Etude de la presse d'information quotidienne. Il s'agit de l'étude d'audience de référence de la presse quotidienne réalisée par l'entreprise TNS.

(et notamment les crispations observées face aux Roms et aux ostentations de certains musulmans). On ne peut que rappeler des évidences : en France, cette stabilité assurée par un Etat protecteur s'est faite autour de la fiction du citoyen universel, sans distinction d'ethnie, de sexe ou de religion. Or, le détricotage de l'Etat social dans les trente dernières années s'est accompagné, dans l'espace public français, d'une flambée de débats sur les sujets « de société<sup>11</sup> », qui pouvaient généralement s'entendre comme des débats sur la légitimité à l'affirmation différentielle des Françaises et des Français, précisément face à ce « citoyen universel » qui régissait les droits. Ce spectre de l'immigré différent qui hante l'espace public français apparaît donc nettement comme le symptôme d'un sentiment de trahison relatif à une sécurité introuvable dans l'actuel contrat social.<sup>12</sup>

Dans quelle mesure ces remous de la presse quotidienne touchent-ils la population française, dont on a vu qu'elle la lisait peu ? Le sondage CSA-Orange-Terrafemina réalisé au cours de la dernière campagne présidentielle rappelait que la télévision est toujours, et ce depuis des années, premier vecteur d'information politique des Français. Mais Internet arrive désormais en deuxième position, devant la radio et la presse. Que peut-on en déduire ? D'abord que la structuration de la presse quotidienne que nous venons d'étudier touche toujours beaucoup, indirectement, les Français. L'agenda des informations télévisées et celui de la presse écrite sont très proches, fabriqués par des journalistes qui ont souvent appris de semblables règles de métier. Mais Internet bouleverse le modèle traditionnel de la presse puisque les Français sont de plus en plus nombreux à s'y informer pour tout ce qui touche aux grands enjeux de société. Les évolutions de la consommation d'information sur Internet sont aujourd'hui très rapides, notamment sur l'Internet mobile. Pour autant, il semble qu'on assiste sur l'Internet français à un investissement conséquent de l'Etat, directement via le service public d'information sur Internet, l'importance du portail Orange, les velléités du CSA d'obtenir un droit de regard sur l'Internet,<sup>13</sup> ou indirectement via l'aide à la presse écrite française – qui fournit une part importante du contenu informationnel disponible sur Internet. La consommation mainstream d'information sur l'Internet français n'est donc pour l'instant pas fondamentalement différente de l'offre d'information disponible hors-ligne.

---

11. Cf. Gaël Villeneuve, *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2013.

12. On trouvera un développement nettement plus nuancé de cette idée dans le livre de Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

13. Lire à ce sujet le rapport « France » du projet *Mapping Digital Media* : [www.opensocietyfoundations.org/projects/mapping-digital-media](http://www.opensocietyfoundations.org/projects/mapping-digital-media)